

EXERCICE TERMINÉ LE
31 DÉCEMBRE 2019



RAPPORT FINANCIER 2019

Nom : L'île-Perrot

Code géographique : 71060

Type d'organisme municipal : Municipalité locale

ATTESTATION DU TRÉSORIER OU DU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER SUR LE RAPPORT FINANCIER

Aux membres du conseil,

Je soussigné(e), Danielle Rioux , atteste la véracité du rapport financier
de L'Île-Perrot pour l'exercice terminé le 31 décembre 2019.
(Nom de l'organisme)

Signature _____ Date 2020-03-25

TABLE DES MATIÈRES

ÉTATS FINANCIERS AUDITÉS

Rapport de l'auditeur indépendant ou des auditeurs indépendants	4
Rapport du vérificateur général	4.1
État des résultats	5
État de la situation financière	6
État de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette)	7
État des gains et pertes de réévaluation	7
État des flux de trésorerie	8
Notes complémentaires aux états financiers	9
Renseignements complémentaires	
Résultats détaillés	10
Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales	11
Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales	12
Charges par objets	13
Fonds local d'investissement (FLI)	14
Fonds local de solidarité (FLS)	15
Fonds de gestion et de mise en valeur du territoire	16
Excédent (déficit) accumulé	17
Avantages sociaux futurs	18

ÉTATS FINANCIERS NON AUDITÉS

Analyse de revenus	20
Analyse des charges	21

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT



Aux membres du conseil de la Ville de L'Île-Perrot

Opinion

Nous avons effectué l'audit des états financiers de la Ville de L'Île-Perrot (« l'entité »), qui comprennent l'état de la situation financière au 31 décembre 2019, et les états des résultats, de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) et des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, ainsi que les notes complémentaires, y compris le résumé des principales méthodes comptables.

À notre avis, les états financiers ci-joints donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la Ville de L'Île-Perrot au 31 décembre 2019, ainsi que des résultats de ses activités, de la variation de ses actifs financiers nets (sa dette nette) et de ses flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers » du présent rapport. Nous sommes indépendants de l'entité conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à notre audit des états financiers au Canada et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Observations - Informations financières établies à des fins fiscales

Nous attirons l'attention sur le fait que la Ville de L'Île-Perrot inclut dans ses états financiers certaines informations financières qui ne sont pas exigées selon les normes comptables canadiennes pour le secteur public. Ces informations, établies conformément au modèle prescrit par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH) et présentées aux pages S17, S18 et S23 portent sur l'établissement de l'excédent (déficit) de l'exercice et la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé à des fins fiscales. Notre opinion n'est pas modifiée à l'égard de ce point.

Responsabilité de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité de l'entité à poursuivre son exploitation, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider l'entité ou de cesser son activité ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de l'entité.

Responsabilité de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce qu'elles, individuellement ou collectivement, puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- Nous identifions et évaluons les risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en oeuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;
- Nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité;
- Nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière;
- Nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de l'entité à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener l'entité à cesser son exploitation;
- Nous évaluons la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers, y compris les informations fournies dans les notes complémentaires et apprécions si les états financiers représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle.
- Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit. ¹

Goudreau Poirier inc.

1 Par CPA auditrice, CA, permis de comptabilité publique no. A107797

Vaudreuil-Dorion, le 25 mars 2020

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL

ÉTAT DES RÉSULTATS

Exercice terminé le 31 décembre 2019

		Budget	Réalizations	
		2019	2019	2018
Revenus				
Taxes	1	15 452 496	15 520 878	14 978 731
Compensations tenant lieu de taxes	2	221 302	215 793	225 763
Quotes-parts	3			
Transferts	4	197 903	989 190	355 012
Services rendus	5	1 411 738	1 133 460	1 120 138
Imposition de droits	6	601 400	1 074 258	718 255
Amendes et pénalités	7	94 900	150 462	115 691
Revenus de placements de portefeuille	8			
Autres revenus d'intérêts	9	200 700	284 961	306 982
Autres revenus	10	3 544	207 139	63 617
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	11			
Effet net des opérations de restructuration	12			
	13	18 183 983	19 576 141	17 884 189
Charges				
Administration générale	14	2 640 209	2 720 536	2 536 811
Sécurité publique	15	3 271 547	3 844 196	3 142 722
Transport	16	3 439 106	3 587 960	3 342 784
Hygiène du milieu	17	4 997 403	4 650 331	4 477 570
Santé et bien-être	18	117 871	117 871	117 948
Aménagement, urbanisme et développement	19	839 283	757 082	828 996
Loisirs et culture	20	3 708 570	3 295 984	3 234 386
Réseau d'électricité	21			
Frais de financement	22	369 726	341 415	358 369
Effet net des opérations de restructuration	23			
	24	19 383 715	19 315 375	18 039 586
Excédent (déficit) de l'exercice	25	(1 199 732)	260 766	(155 397)
Excédent (déficit) accumulé au début de l'exercice				
Solde déjà établi	26		56 643 263	56 798 660
Redressement aux exercices antérieurs (note 22)	27			
Solde redressé	28		56 643 263	56 798 660
Excédent (déficit) accumulé à la fin de l'exercice	29		56 904 029	56 643 263

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Pour l'excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales, se référer aux renseignements complémentaires à la page S17.

ÉTAT DES RÉSULTATS

Exercice terminé le 31 décembre 2019

		2019	2018
ACTIFS FINANCIERS			
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 4)	1	1 392 773	6 379 848
Débiteurs (note 5)	2	3 432 116	2 806 501
Prêts (note 6)	3		
Placements de portefeuille (note 7)	4		
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	5		
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	6	98 000	118 000
Autres actifs financiers (note 9)	7		
	8	4 922 889	9 304 349
PASSIFS			
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (note 4)	9		
Emprunts temporaires (note 10)	10		
Créditeurs et charges à payer (note 11)	11	1 885 307	1 760 021
Revenus reportés (note 12)	12	111 203	189 957
Dettes à long terme (note 13)	13	10 398 011	11 583 264
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	14		
	15	12 394 521	13 533 242
ACTIFS FINANCIERS NETS / DETTE NETTE (note 14)	16	(7 471 632)	(4 228 893)
ACTIFS NON FINANCIERS			
Immobilisations (note 15)	17	63 620 898	60 218 383
Propriétés destinées à la revente (note 16)	18	528 357	528 517
Stocks de fournitures	19	220 546	121 301
Autres actifs non financiers (note 17)	20	5 860	3 955
	21	64 375 661	60 872 156
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ	22	56 904 029	56 643 263

Voir les notes afférentes aux états financiers, lesquelles avec les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

ÉTAT DE LA VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE)

Exercice terminé le 31 décembre 2019

		Budget	Réalizations	
		2019	2019	2018
Excédent (déficit) de l'exercice	1	(1 199 732)	260 766	(155 397)
Variation des immobilisations				
Acquisition	2 (	) (	6 041 058 ) (	1 037 367)
Produit de cession	3		1 080	6 957
Amortissement	4	2 629 940	2 638 543	2 626 284
(Gain) perte sur cession	5		(1 080)	7 435
Réduction de valeur / Reclassement	6			
	7	2 629 940	(3 402 515)	1 603 309
Variation des propriétés destinées à la revente	8		160	160
Variation des stocks de fournitures	9		(99 245)	(6 199)
Variation des autres actifs non financiers	10		(1 905)	(1 441)
	11		(100 990)	(7 480)
Gains (pertes) de réévaluation nets de l'exercice	12			
Révision d'estimations comptables et autres ajustements	13			
Variation des actifs financiers nets ou de la dette nette	14	1 430 208	(3 242 739)	1 440 432
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice				
Solde déjà établi	15		(4 228 893)	(5 669 325)
Redressement aux exercices antérieurs (note 22)	16			
Reclassement de propriétés destinées à la revente	17			
Solde redressé	18		(4 228 893)	(5 669 325)
Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice	19		(7 471 632)	(4 228 893)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

ÉTAT DES FLUX DE LA TRÉSORERIE

Exercice terminé le 31 décembre 2019

		2019	2018
Activités de fonctionnement			
Excédent (déficit) de l'exercice	1	260 766	(155 397)
Éléments sans effet sur la trésorerie			
Amortissement	2	2 638 543	2 626 284
Autres			
- Perte (gain) sur disposition	3	(1 080)	7 435
-	4		
	5	2 898 229	2 478 322
Variation nette des éléments hors caisse			
Débiteurs	6	(625 615)	1 174 653
Autres actifs financiers	7		
Créditeurs et charges à payer	8	125 286	(504 490)
Revenus reportés	9	(78 754)	83 775
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	10	20 000	14 000
Propriétés destinées à la revente	11	160	160
Stocks de fournitures	12	(99 245)	(6 199)
Autres actifs non financiers	13	(1 905)	(1 441)
	14	2 238 156	3 238 780
Activités d'investissement en immobilisations			
Acquisition	15	(6 041 058)	(1 037 367)
Produit de cession	16	1 080	6 957
	17	(6 039 978)	(1 030 410)
Activités de placement			
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux			
Émission ou acquisition	18	()	()
Remboursement ou cession	19		
Autres placements de portefeuille			
Acquisition	20	()	()
Cession	21		
	22		
Activités de financement (note 4)			
Émission de dettes à long terme	23		
Remboursement de la dette à long terme	24	(1 207 600)	(1 184 356)
Variation nette des emprunts temporaires	25		
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	26	22 347	32 815
Autres			
-	27		
-	28		
	29	(1 185 253)	(1 151 541)
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie			
	30	(4 987 075)	1 056 829
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice			
Solde déjà établi	31	6 379 848	5 323 019
Redressement aux exercices antérieurs (note 22)	32		
Solde redressé	33	6 379 848	5 323 019
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice (note 4)			
	34	1 392 773	6 379 848

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS

Exercice terminé le 31 décembre 2019

1. Statut de l'organisme municipal

La ville est organisée et existe en vertu des lois de la province de Québec. Elle est dirigée par un conseil. La ville est responsable des activités municipales à caractère local. La ville fait partie de la Municipalité régionale de comté de Vaudreuil-Soulanges, regroupant 23 municipalités, qui est responsable de certaines activités municipales à caractère régional. La MRC a été créée par une loi de l'Assemblée Nationale du Québec entrée en vigueur en 1982. Les dépenses de la MRC, après déduction des subventions du gouvernement du Québec, sont réparties entre ses municipalités constituantes selon le potentiel fiscal de chacune. La ville est responsable d'environ 6,61 % des sommes à répartir entre les municipalités.

La ville fait partie également de la Communauté métropolitaine de Montréal, organisme regroupant 82 municipalités, qui est responsable de certaines activités à caractère régional. Les dépenses de la C.M.M. après déduction des subventions du gouvernement du Québec, sont réparties entre ses municipalités constituantes selon le potentiel fiscal de chacune. La ville est responsable d'environ 0,21 % des sommes à répartir entre les municipalités.

2. Principales méthodes comptables

Les états financiers sont dressés conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public. L'utilisation de toute autre source de principes comptables généralement reconnus doit être cohérente avec ces normes.

Ils contiennent certaines informations financières établies à des fins fiscales conformément au Manuel de la présentation de l'information financière municipale publié par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation. Celles-ci comprennent l'excédent (déficit) de l'exercice à des fins fiscales présenté aux pages S17 et S18, la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé à des fins fiscales présentée aux pages S23-1, S23-2 et S23-3.

Les principales méthodes comptables sont les suivantes :

A) Périmètre comptable et partenariats

S/O

a) Périmètre comptable

S/O

b) Partenariats

S/O

B) Comptabilité d'exercice

La comptabilisation des transactions s'effectue selon la méthode de comptabilité d'exercice. Les revenus sont comptabilisés de façon brute en tenant compte des critères de constatations suivants:

- Les taxes sont constatées lors du dépôt des rôles de perception ;
- Les revenus de services rendus sont constatés lorsque le service est rendu ;
- Les droits de mutation immobilière sont constatés à la date du transfert par l'officier de publicité des droits

- Les amendes se rapportant à l'année visée sont constatées lors de l'émission des contraventions;
- Les revenus des projets et autres revenus sont constatés lorsque tous les risques et avantages inhérents à la propriété ont été transférés aux tiers;
- Les revenus d'intérêts sont constatés à titre de revenus lorsqu'ils sont gagnés.

Les charges comprennent le coût des biens consommés et des services obtenus au cours de l'exercice et incluent l'amortissement annuel du coût des immobilisations.

Estimations comptables

La préparation des états financiers de la Ville de L'Île-Perrot, conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, exige que la direction ait recours à des estimations et à des hypothèses. Celles-ci ont une incidence à l'égard de la comptabilisation des actifs et passifs, de la présentation des actifs et passifs éventuels à la date des états financiers ainsi que de la comptabilisation des revenus et des charges au cours de la période visée par les états financiers. Les résultats réels peuvent différer des prévisions établies par la direction.

Les principales estimations comprennent la provision pour créances douteuses, la valeur de réalisation nette des propriétés destinées à la revente, la durée d'utilité des immobilisations, les provisions à l'égard des réclamations en justice et les hypothèses actuarielles liées à l'établissement des charges et des obligations au titre des avantages sociaux futurs.

C) Actifs

S/O

a) Actifs financiers

S/O

b) Actifs non financiers

Propriétés destinés à la revente

Les propriétés destinées à la revente sont comptabilisées au moindre du coût et de leur valeur de réalisation nette.

Autres actifs non financiers

Les autres actifs non financiers représentent des débours effectués avant la fin de l'exercice financier pour des services dont la ville bénéficiera au cours des prochains exercices financiers. Ces frais seront imputés aux charges au moment où la ville bénéficiera des services acquis.

Stocks

Les stocks sont évalués au moindre du coût et de la valeur de remplacement. Le coût est déterminé selon la méthode de l'épuisement successif. Les stocks désuets sont radiés des livres.

Les éléments incorporels ne sont pas constatés comme actifs dans les états financiers.

Immobilisations

Les immobilisations sont comptabilisées au coût. Les immobilisations en cours de construction ou d'amélioration ne font pas l'objet d'amortissement avant leur mise en service.

Les immobilisations acquises par donation ou pour une valeur symbolique sont comptabilisées à leur juste valeur au moment de leur acquisition, avec contrepartie aux revenus de l'exercice.

Les immobilisations sont amorties, en fonction de leur durée de vie utile estimative selon la méthode linéaire et les périodes suivantes :

Infrastructures	10, 15, 20 et 40 ans
Bâtiments	30 et 40 ans
Véhicules	10 et 20 ans
Ameublement et équipement du bureau	5 et 10 ans
Machinerie, outillage et équipement	5, 10 et 20 ans

D) Passifs

Frais reportés liés à la dette à long terme

Les frais d'émission liés à la dette à long terme sont reportés et amortis sur la durée de chaque emprunt concerné selon la méthode linéaire. Le solde non amorti est inclus aux frais reportés liés à la dette à long terme. La dette à long terme est présentée nette de ces frais à l'état de la situation financière.

E) Revenus

Les subventions en provenance des gouvernements sont constatées et comptabilisées aux revenus dans l'année financière au cours de laquelle elles sont autorisées par le cédant et que les critères d'admissibilité ont été respectés par la ville, sauf, dans la mesure où, les stipulations de l'accord créent une obligation répondant à la définition d'un passif. La ville comptabilise alors un revenu reporté qui est amorti au fur et à mesure que les stipulations sont rencontrées.

F) Avantages sociaux futurs

Régimes de retraite à cotisations déterminées

La charge est établie selon la comptabilité d'exercice intégrale de manière à attribuer le coût des prestations constituées aux exercices au cours desquels les services correspondants sont rendus par les salariés participants, selon la méthode de répartition des prestations au prorata des services. Dans l'application de cette méthode, un cloisonnement est fait entre le service antérieur au 1er janvier 2014 et le service postérieur au 31 décembre 2013 pour se conformer à la Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal (2014, chapitre 15) sanctionnée le 5 décembre 2014 (« la Loi »). Se rajoutent, à titre de frais de financement, les intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées moins le rendement espéré des actifs du régime.

Un actif ou un passif au titre des avantages sociaux futurs est présenté à l'état de la situation financière pour refléter l'écart à la fin de l'exercice entre la valeur des obligations au titre des prestations constituées et la valeur des actifs du régime, net des gains et pertes actuariels non amortis et net d'une provision pour moins-value dans le cas d'un actif s'il y a lieu. Dans l'établissement de cette provision, un cloisonnement est fait entre le service antérieur au 1er janvier 2014 et le service postérieur au 31 décembre 2013 pour se conformer à la Loi précitée.

Les obligations au titre des prestations constituées sont calculées de façon actuarielle selon la méthode dite de répartition des prestations au prorata des services avec projection des salaires futurs, à partir du taux d'actualisation fixé et des hypothèses les plus probables de la municipalité en matière d'évolution des salaires, de roulement du personnel, d'âge de départ à la retraite des participants, d'évolution des coûts futurs et d'autres facteurs actuariels. Des obligations implicites peuvent devoir être reconnues, notamment en vertu de la Loi précitée. Les effets de cette Loi sont décrits, s'il y a lieu, dans la note complémentaire ou les renseignements complémentaires sur les avantages sociaux futurs des états financiers.

Aux fins du calcul de la valeur des actifs et du rendement espéré des actifs, ceux-ci sont évalués au 31 décembre 2019 selon la méthode suivante : valeur lissée de l'actif 5 ans.

Les gains et les pertes actuariels sont amortis sur la durée moyenne estimative du reste de la carrière active (DMERCA) des salariés participants. L'amortissement débute dans l'exercice subséquent à celui de la constatation du gain ou de la perte.

Le coût des services passés découlant d'une modification de régime est passé immédiatement comme charge. En contrepartie, des gains ou pertes actuariels non amortis peuvent devoir être constatés, l'excédent pouvant faire l'objet d'un montant aux dépenses constatées à taxer ou à pourvoir.

G) Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir

Les dépenses constatées à taxer ou à pourvoir (DCTP) représentent le montant des charges, à l'exception de l'amortissement, de l'exercice courant et des exercices antérieurs dont la comptabilisation est exigée en vertu des normes comptables canadiennes pour le secteur public et à l'égard desquelles l'organisme municipal a choisi de reporter l'imposition de la taxation ou d'une quote-part.

S'il y a lieu, ce montant est présenté au net du montant des charges dont la comptabilisation est reportée en vertu des normes comptables canadiennes pour le secteur public et à l'égard desquelles l'organisme municipal a choisi de devancer l'imposition de la taxation ou d'une quote-part.

Ce montant est créé aux fins suivantes et amorti selon les durées indiquées ci-dessous par affectation aux activités de fonctionnement à des fins fiscales.

H) Instruments financiers

S/O

I) Autres éléments

Trésorerie et équivalents de trésorerie

La politique de la ville consiste à présenter, dans la trésorerie et équivalents de trésorerie, les soldes bancaires incluant les découverts bancaires dont les soldes fluctuent entre le découvert et le montant disponible, les placements temporaires dont l'échéance n'excède pas trois mois à partir de la

Affectations

Les affectations représentent des provenances et des utilisations de fonds impliquant les comptes de l'excédent accumulé. Les affectations ne constituent ni des revenus ni des dépenses de fonctionnement.

3. Modification des méthodes comptables

S/O

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS

Exercice terminé le 31 décembre 2019

		2019	2018
4. Trésorerie et équivalents de trésorerie			
La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont composés de :			
Fonds en caisse et dépôts à vue	1	1 392 773	6 379 848
Découvert bancaire	2	()	()
Placements à court terme, liquides, exclus des placements de portefeuille	3		
<i>Autres éléments</i>			
-	4		
-	5		
-	6		
-	7		
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice	8	1 392 773	6 379 848
Sommes affectées comprises dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie	9	1 054 230	783 540
Remboursement de la dette à long terme inscrit dans les flux de trésorerie et ayant fait l'objet d'un refinancement au cours de l'exercice	10		
Note			
5. Débiteurs			
Taxes municipales	11	504 448	428 006
Taxes-certificats de vente pour défaut de paiement des taxes	12		
Gouvernement du Québec et ses entreprises	13	1 828 970	1 534 489
Gouvernement du Canada et ses entreprises	14	275 309	128 387
Organismes municipaux	15	407 820	505 867
<i>Autres</i>			
- Organismes divers et individus	16	408 925	195 039
- Intérêts	17	6 644	14 713
	18	3 432 116	2 806 501
Montants des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme			
Gouvernement du Québec et ses entreprises	19	804 457	1 083 341
Organismes municipaux	20	34 775	62 779
Autres tiers	21		
	22	839 232	1 146 120
Provision pour créances douteuses déduite des débiteurs	23	72 999	69 122
Note			
6. Prêts			
Prêts à un office d'habitation	24		
Prêts à un fonds d'investissement	25		
<i>Autres</i>			
-	26		
-	27		
	28		
Provision pour moins-value déduite des prêts	29		
Note			

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS

Exercice terminé le 31 décembre 2019

	2019	2018
7. Placements de portefeuille		
Placements à titre d'investissement	30	
Autres placements	31	
	<u>32</u>	
Sommes affectées comprises dans les placements de portefeuille	33	
Provision pour moins-value déduite des placements de portefeuille	34	

Note

8. Avantages sociaux futurs

Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs

Actif (passif) des régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	35	98 000	118 000
Actif (passif) des régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	36		
	37	<u>98 000</u>	<u>118 000</u>

Charge de l'exercice

Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	38	642 000	638 000
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	39		
Régimes à cotisations déterminées	40	3 473	2 993
Autres régimes (REER et autres)	41		
Régimes de retraite des élus municipaux	42	40 772	33 014
	43	<u>686 245</u>	<u>674 007</u>

Se référer à la section « Renseignements complémentaires » pour plus de détails.

Note

La Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal

Le 5 décembre 2014, le gouvernement du Québec a sanctionné la Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal (RLRQ, c. 15) (ci-après la « Loi »). La Loi vise la restructuration des régimes de retraite et vient distinguer les modalités d'application relativement au service accumulé avant le 1er janvier 2014 (ci-après le « service antérieur ») et le service qui s'accumule à compter de cette date (ci-après le « service postérieur »). Une évaluation actuarielle au 31 décembre 2013 est requise par la Loi pour tous les régimes visés.

Un processus prévoyait une période de négociations débutant le 1er février 2015 afin de déterminer la nature des changements qui serait apportés aux régimes. En l'absence d'entente, une décision sans appel devait être prise ultimement par un arbitre. Il est à noter que selon les conditions prévues à la Loi, certains régimes pouvait faire l'objet de report dans le processus avec négociations à compter du 1er janvier 2016 (ci-après « régimes avec report »). Pour ces régimes avec report, une évaluation au 31 décembre 2014 était requise. Certains changements de la Loi s'appliquent dès le 1er janvier 2014, d'autres s'appliquent à la conclusion de l'entente entre les parties alors que d'autres éléments s'appliquent à la fin de la convention collective en vigueur pour les régimes avec report.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS

Exercice terminé le 31 décembre 2019

Des requêtes introductives d'instance en déclaration d'inconstitutionnalité et en nullité ont été déposées devant la Cour supérieure visant à faire annuler cette Loi. Puisque l'issue de ces démarches et l'ampleur des sommes en cause sont indéterminables, les incidences possibles de ces requêtes n'ont pas été prises en compte au 31 décembre 2019.

9. Autres actifs financiers

Propriétés destinées à la revente (note 16)	44
Autres	45
	46

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS

Exercice terminé le 31 décembre 2019

		2019	2018
10. Emprunts temporaires			
La Ville de L'Île-Perrot a négocié auprès de son institution financière une marge de crédit pour ses opérations courantes à 2 500 000 \$ au taux préférentiel. Au 31 décembre 2019, cette marge de crédit n'était pas utilisée.			
11. Crédoiteurs et charges à payer			
Fournisseurs	47	136 711	457 281
Salaires et avantages sociaux	48	986 667	1 071 335
Dépôts et retenues de garantie	49	622 223	159 273
Provision pour contestations d'évaluation	50	18 504	
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	51		
Assainissement des sites contaminés	52		
Autres			
- Gouvernement du Québec	53	4 458	3 438
- Gouvernement du Canada	54	2 235	(194)
- Intérêts courus sur la dette	55	66 169	68 888
- Organismes municipaux	56	48 340	
-	57		
	58	1 885 307	1 760 021

Note

12. Revenus reportés			
Taxes perçues d'avance	59	21 874	15 755
Fonds - Réfection et entretien de certaines voies publiques	60		
Fonds de développement des territoires	61		
Fonds parcs et terrains de jeux	62	62 551	174 202
Fonds de gestion et de mise en valeur du territoire	63		
Société québécoise d'assainissement des eaux	64		
Fonds de contributions à des travaux ou à des services municipaux	65		
Autres contributions des promoteurs	66		
Fonds de redevances réglementaires	67		
Autres			
- Transfert	68	26 778	
-	69		
-	70		
-	71		
	72	111 203	189 957

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS

Exercice terminé le 31 décembre 2019

	2019			2018			
13. Dette à long terme	Taux d'intérêt		Échéance				
	de	à	de	à			
Obligations et billets en monnaie canadienne	1,75	3,31	2027	2036	73	10 420 500	11 628 100
Obligations et billets en monnaies étrangères					74		
Gains (pertes) de change reportés					75		
					76		
Autres dettes à long terme							
Gouvernement du Québec et ses entreprises					77		
Organismes municipaux					78		
Obligations découlant de contrats de location-acquisition					79		
Autres					80		
					81	10 420 500	11 628 100
Frais reportés liés à la dette à long terme					82	(22 489)	(44 836)
					83	10 398 011	11 583 264

Les versements estimatifs sur la dette à long terme pour les prochains exercices sont les suivants :

	Obligations et billets		Autres dettes à long terme		Total 2019		
	Avec fonds d'amortissement	Sans fonds d'amortissement	Location-acquisition	Autres			
2020	84	92	1 232 500	100	109	117	1 232 500
2021	85	93	992 600	101	110	118	992 600
2022	86	94	927 600	102	111	119	927 600
2023	87	95	924 700	103	112	120	924 700
2024	88	96	927 800	104	113	121	927 800
2025 et +	89	97	5 415 300	105	114	122	5 415 300
	90	98	10 420 500	106	115	123	10 420 500
Intérêts et frais accessoires				107 ()		124 ()	
	91	99	10 420 500	108	116	125	10 420 500

Note

	2019	2018	
14. Actifs financiers nets (dette nette)			
Revenant à (à la charge de)			
L'organisme municipal	126	(7 471 632)	(4 228 893)
Tiers			
Gouvernement du Québec - revenus futurs découlant d'ententes	127 ()	()	()
Autres	128 ()	()	()
	129	(7 471 632)	(4 228 893)

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS

Exercice terminé le 31 décembre 2019

15. Immobilisations		Solde au début		Addition		Cession / Ajustement		Solde à la fin
COÛT								
Infrastructures								
Eau potable	130	25 526 278	158	170 963	185		212	25 697 241
Eaux usées	131	38 922 317	159		186		213	38 922 317
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	132	23 763 875	160		187		214	23 763 875
Autres	133	7 116 107	161	1 009 223	188		215	8 125 330
Réseau d'électricité	134		162		189		216	
Bâtiments	135	9 632 065	163		190		217	9 632 065
Améliorations locatives	136		164		191		218	
Véhicules	137	2 720 789	165		192		219	2 720 789
Ameublement et équipement de bureau	138	1 481 186	166	71 733	193		220	1 552 919
Machinerie, outillage et équipement divers	139	3 239 526	167	47 811	194	11 370	221	3 275 967
Terrains	140	1 873 446	168	893 881	195		222	2 767 327
Autres	141		169		196		223	
	142	114 275 589	170	2 193 611	197	11 370	224	116 457 830
Immobilisations en cours	143	2 617 013	171	3 847 447	198		225	6 464 460
	144	116 892 602	172	6 041 058	199	11 370	226	122 922 290
AMORTISSEMENT CUMULÉ								
Infrastructures								
Eau potable	145	11 877 169	173	520 020	200		227	12 397 189
Eaux usées	146	24 003 292	174	823 408	201		228	24 826 700
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	147	9 614 326	175	512 096	202		229	10 126 422
Autres	148	2 623 477	176	180 508	203		230	2 803 985
Réseau d'électricité	149		177		204		231	
Bâtiments	150	3 963 401	178	283 953	205		232	4 247 354
Améliorations locatives	151		179		206		233	
Véhicules	152	1 924 105	180	118 918	207		234	2 043 023
Ameublement et équipement de bureau	153	1 116 958	181	71 962	208		235	1 188 920
Machinerie, outillage et équipement divers	154	1 551 491	182	127 678	209	11 370	236	1 667 799
Autres	155		183		210		237	
	156	56 674 219	184	2 638 543	211	11 370	238	59 301 392
VALEUR COMPTABLE NETTE	157	60 218 383					239	63 620 898
Biens loués en vertu de contrats de location-acquisition inclus dans les immobilisations								
Coût	240		243		245		247	
Amortissement cumulé	241	(_____)	244	(_____)	246	(_____)	248	(_____)
Valeur comptable nette	242	_____					249	_____

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS

Exercice terminé le 31 décembre 2019

		2019	2018
16. Propriétés destinées à la revente			
Immeubles de la réserve foncière	250		
Immeubles industriels municipaux	251		
Autres	252	528 357	528 517
	253	528 357	528 517
<hr/>			
Présentées à titre d'autres actifs financiers (note 9)	254		
Présentées à titre d'actifs non financiers sous le poste « Propriétés destinées à la revente »	255	528 357	528 517
<hr/>			
Note			
<hr/>			
17. Autres actifs non financiers			
Frais payés d'avance			
- Frais payés d'avance	256	5 860	3 955
-	257		
-	258		
Autres			
-	259		
-	260		
	261	5 860	3 955
<hr/>			
Note			
<hr/>			

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS

Exercice terminé le 31 décembre 2019

b) Auto-assurance

S/O

c) Poursuites

La ville est poursuivie pour des événements avec intérêts et dépens soient; pour refoulement d'égout, dommages à la propriété ou à un bien, dommages causés par l'eau.

Ces réclamations au montant de 10 000 \$ sont pour la plupart entre les mains des assureurs de la ville. Si celle-ci devait déboursier une somme à l'égard de ces causes, la charge qui en résulterait serait comptabilisée dans l'exercice alors en cours.

d) Autres

Des anciens participants au Régime complémentaire de retraite de la Ville de L'Île-Perrot ont transféré à l'extérieur du régime la totalité de leurs droits. Au moment des transferts, le degré de solvabilité du régime déterminé lors de la dernière évaluation actuarielle était inférieur à 100 %. Le solde de la valeur des droits devra être payé dans les cinq ans de l'acquiescement initial. Advenant, le cas où le régime serait insolvable au moment du paiement, la Ville de L'Île-Perrot pourrait être tenue de verser une contribution supplémentaire de 155 653 \$ en 2020, 4 269 \$ en 2021 et 16 923 \$ en 2022. La ville a comptabilisé un compte à payer de 176 845 \$ afin de rembourser les anciens participants.

21. Actifs éventuels

S/O

22. Redressement aux exercices antérieurs

S/O

23. Données budgétaires

L'administration municipale présente des états financiers non consolidés, puisque aucun organisme n'est sous son contrôle.

L'état des résultats et l'état de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) comportent une comparaison avec le budget adopté par l'administration municipale.

24. Instruments financiers

S/O

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS

Exercice terminé le 31 décembre 2019

25 Entente intermunicipale incendie

Le 12 novembre 2019, la Ville de Notre-Dame-de-L'Île-Perrot a adopté une résolution où il a été résolu, qu'elle mette fin à son entente avec la Ville de L'Île-Perrot relativement à la sécurité incendie le 5 septembre 2021. Les modalités de terminaison de cette entente sont prévues dans celle-ci.

26 Données comparatives

À des fins de comparaison, certaines données de l'exercice précédent ont été reclassées pour se conformer à la présentation adoptée en 2019.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES

RÉSULTATS DÉTAILLÉS

Exercice terminé le 31 décembre 2019

	Budget 2019		Réalizations 2019		Réalizations 2018
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	
				Total	
Revenus					
Fonctionnement					
1 Taxes	15 452 496	15 520 878	15 520 878	15 520 878	14 978 731
2 Compensations tenant lieu de taxes	221 302	215 793	215 793	215 793	225 763
3 Quotes-parts					
4 Transferts	197 903	915 108	915 108	915 108	298 039
5 Services rendus	1 411 738	1 133 460	1 133 460	1 133 460	1 120 138
6 Imposition de droits	601 400	1 074 258	1 074 258	1 074 258	718 255
7 Amendes et pénalités	94 900	150 462	150 462	150 462	115 691
8 Revenus de placements de portefeuille					
9 Autres revenus d'intérêts	200 700	284 961	284 961	284 961	306 982
10 Autres revenus	3 544	207 139	207 139	207 139	26 617
11 Effet net des opérations de restructuration					
12	18 183 983	19 502 059	19 502 059	19 502 059	17 790 216
Investissement					
13 Taxes					
14 Quotes-parts					
15 Transferts		74 082	74 082	74 082	56 973
16 Imposition de droits					
17 Autres revenus					
18 Contributions des promoteurs					
19 Autres					37 000
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux					
20		74 082	74 082	74 082	93 973
21	18 183 983	19 576 141	19 576 141	19 576 141	17 884 189
Charges					
22 Administration générale	2 429 414	2 509 299	2 509 299	2 509 299	2 536 811
23 Sécurité publique	3 176 784	3 749 235	3 749 235	3 749 235	3 142 722
24 Transport	2 810 536	2 954 978	2 954 978	2 954 978	3 342 784
25 Hygiène du milieu	3 624 223	3 274 276	3 274 276	3 274 276	4 477 570
26 Santé et bien-être	117 871	117 871	117 871	117 871	117 948
27 Aménagement, urbanisme et développement	821 070	738 831	738 831	738 831	828 996
28 Loisirs et culture	3 404 151	2 990 927	2 990 927	2 990 927	3 234 386
29 Réseau d'électricité					
30 Frais de financement	369 726	341 415	341 415	341 415	358 369
31 Effet net des opérations de restructuration					
32	2 629 940	2 638 543 (	2 638 543 (	2 638 543 (
33 Amortissement des immobilisations	19 383 715	19 315 375	19 315 375	19 315 375	18 039 586
34	(1 199 732)	260 766	260 766	260 766	(155 397)
Excédent (déficit) de l'exercice					

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES

EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT À DES FINS FISCALES

Exercice terminé le 31 décembre 2019

		2019		2018
		Budget	Réalisations	Réalisations
Excédent (déficit) de l'exercice	1	(1 199 732)	260 766	(155 397)
Moins: revenus d'investissement	2	()	(74 082)	(93 973)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	3	(1 199 732)	186 684	(249 370)
CONCILIATION À DES FINS FISCALES				
<i>Ajouter (déduire)</i>				
Immobilisations				
Amortissement	4	2 629 940	2 638 543	2 626 284
Produit de cession	5		1 080	6 957
(Gain) perte sur cession	6		(1 080)	7 435
Réduction de valeur / Reclassement	7			
	8	2 629 940	2 638 543	2 640 676
Propriétés destinées à la revente				
Coût des propriétés vendues	9		160	160
Réduction de valeur / Reclassement	10			
	11		160	160
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux				
Remboursement ou produit de cession	12			
(Gain) perte sur remboursement ou sur cession	13			
Provision pour moins-value / Réduction de valeur	14			
	15			
Financement				
Financement à long terme des activités de fonctionnement	16			
Remboursement de la dette à long terme	17	(939 857)	(900 712)	(887 245)
	18	(939 857)	(900 712)	(887 245)
Affectations				
Activités d'investissement	19	(197 152)	(192 042)	(59 098)
Excédent (déficit) accumulé				
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	20	174 611	204 268	197 578
Excédent de fonctionnement affecté	21		173 912	150 164
Réserves financières et fonds réservés	22	(467 810)	(441 815)	(421 543)
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	23			
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	24			
	25	(490 351)	(255 677)	(132 899)
	26	1 199 732	1 482 314	1 620 692
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	27		1 668 998	1 371 322

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES

EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT À DES FINS FISCALES

Exercice terminé le 31 décembre 2019

		<u>2019</u>	<u>2018</u>
		Réalizations	Réalizations
Revenus d'investissement	1	74 082	93 973
CONCILIATION À DES FINS FISCALES			
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Immobilisations			
Acquisition			
Administration générale	2	(77 898)	(36 740)
Sécurité publique	3	(39 633)	(9 672)
Transport	4	(95 568)	(207 895)
Hygiène du milieu	5	(4 480 067)	(166 048)
Santé et bien-être	6	()	()
Aménagement, urbanisme et développement	7	(968 800)	(23 413)
Loisirs et culture	8	(379 092)	(593 599)
Réseau d'électricité	9	()	()
	10	(6 041 058)	(1 037 367)
Propriétés destinées à la revente			
Acquisition	11	()	()
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux			
Émission ou acquisition	12	()	()
Financement			
Financement à long terme des activités d'investissement	13		
Affectations			
Activités de fonctionnement	14	192 042	59 098
Excédent accumulé			
Excédent de fonctionnement non affecté	15	2 428 199	96 753
Excédent de fonctionnement affecté	16		
Réserves financières et fonds réservés	17	421 733	433 866
	18	3 041 974	589 717
	19	(2 999 084)	(447 650)
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	20	(2 925 002)	(353 677)

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES

CHARGES PAR OBJETS

Exercice terminé le 31 décembre 2019

		Budget 2019	Réalisations 2019	Réalisations 2018
Rémunération	1	6 297 186	6 432 398	6 073 299
Charges sociales	2	1 696 911	1 474 526	1 364 107
Biens et services				
Services obtenus d'organismes municipaux				
Compensations pour services municipaux	3			
Ententes de services				
Services de transport collectif	4			
Autres services	5			
Autres biens et services	6	6 700 573	6 803 084	6 046 828
Frais de financement				
à la charge				
De l'organisme municipal	7	280 456	257 472	263 755
D'autres organismes municipaux	8	1 340	1 340	1 499
Du gouvernement du Québec et ses entreprises	9	49 319	40 352	47 115
D'autres tiers	10			
Autres frais de financement	11	38 611	42 251	46 000
Contributions à des organismes				
Organismes municipaux				
Quotes-parts	12	988 127	981 918	910 766
Transferts	13			
Autres	14			
Autres organismes				
Transferts	15			
Autres	16	691 252	642 368	614 873
Amortissement des immobilisations	17	2 629 940	2 638 543	2 626 284
Autres				
- Réclamations et autres	18	10 000	1 123	45 060
-	19			
-	20			
	21	19 383 715	19 315 375	18 039 586

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES**FONDS LOCAL D'INVESTISSEMENT**

Exercice terminé le 31 décembre 2019

2019

2018

RÉSULTATS**Revenus**

Revenus sur les placements de portefeuille	1	
Revenus sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille à titre d'investissement	2	
Autres revenus	3	
	4	

Charges

Créances douteuses		
Radiation de prêts et de placements de portefeuille	5	
Variation de la provision pour moins-value	6	
	7	
Autres charges	8	
	9	

Excédent (déficit) de l'exercice	10	
---	----	--

SITUATION FINANCIÈRE AU 31 DÉCEMBRE**Actifs**

Trésorerie et équivalents de trésorerie	11	
Placements de portefeuille	12	
Débiteurs	13	
Prêts aux entreprises et placements de portefeuille à titre d'investissement	14	
Provision pour moins-value	15	() ()
	16	
	17	

Passifs

Créditeurs et charges à payer	18	
Revenus reportés	19	
Dette à long terme	20	
	21	

Solde du Fonds local d'investissement	22	
--	----	--

VENTILATION DE LA TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE ET DES PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE

Libres	23	
Supportant les engagements de prêts	24	
Supportant les garanties de prêts	25	
	26	

Note sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille à titre d'investissement, y compris leur radiation s'il y a lieu

Note sur la dette à long terme

Note sur les obligations contractuelles relatives aux engagements de prêts

Note sur les éventualités relatives aux garanties de prêts

Note sur les autres revenus et les autres charges

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES**FONDS LOCAL DE SOLIDARITÉ**

Exercice terminé le 31 décembre 2019

	2019	2018
RÉSULTATS		
Revenus		
Revenus sur les placements de portefeuille	1	
Revenus sur les prêts aux entreprises	2	
Autres revenus	3	
	4	
Charges		
Créances douteuses		
Radiation de prêts	5	
Variation de la provision pour moins-value	6	
	7	
Intérêts sur la dette à long terme	8	
Autres charges	9	
	10	
Excédent (déficit) de l'exercice	11	

SITUATION FINANCIÈRE AU 31 DÉCEMBRE

Actifs		
Trésorerie et équivalents de trésorerie	12	
Placements de portefeuille	13	
Débiteurs	14	
Prêts aux entreprises	15	
Provision pour moins-value	16	() ()
	17	
	18	
Passifs		
Créditeurs et charges à payer	19	
Revenus reportés	20	
Dette à long terme	21	
	22	
Solde du Fonds local de solidarité		
Excédent affecté aux prêts aux entreprises	23	
Excédent (déficit) non affecté	24	
	25	

**VENTILATION DE LA TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE
ET DES PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE**

Libres	26
Supportant les engagements de prêts	27
	28

Note sur les prêts aux entreprises, y compris leur radiation s'il y a lieu

Note sur la dette à long terme

Note sur les obligations contractuelles relatives aux engagements de prêts

Note sur les autres revenus et les autres charges

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES**EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ**

Exercice terminé le 31 décembre 2019

		2019	2018
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	1	4 430 918	5 746 986
Excédent de fonctionnement affecté	2	388 418	209 731
Réserves financières et fonds réservés	3	841 462	821 380
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	4 ()	(
Financement des investissements en cours	5	(3 324 756)	(399 754)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	6	54 567 987	50 264 920
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	7		
	8	56 904 029	56 643 263
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté			
Administration municipale	9	4 430 918	5 746 986
Organismes contrôlés et partenariats ¹	10		
	11	4 430 918	5 746 986
Excédent de fonctionnement affecté			
Administration municipale			
- Budget suivant	12	314 725	174 611
- Fondation du maire	13	928	229
- Horticulture	14	34 891	34 891
- Dépenses - Année subséquente	15	37 874	
-	16		
-	17		
-	18		
-	19		
-	20		
	21	388 418	209 731
Organismes contrôlés et partenariats ¹			
-	22		
-	23		
-	24		
	25		
	26	388 418	209 731
Réserves financières et fonds réservés			
Réserves financières - Administration municipale			
- Réserve eau & voirie	27	411 111	338 000
-	28		
-	29		
-	30		
-	31		
	32	411 111	338 000
Réserves financières - Organismes contrôlés et partenariats			
-	33		
-	34		
-	35		
	36		
Fonds réservés			
Fonds de roulement			
Administration municipale	37	395 351	430 236
Organismes contrôlés et partenariats	38		
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés			
Montant réservé pour le service de la dette à long terme			
Administration municipale	39		
Organismes contrôlés et partenariats	40		
Montant non réservé			
Administration municipale	41		18 144
Organismes contrôlés et partenariats	42		
Fonds local d'investissement	43		
Fonds local de solidarité	44		
Autres			
- Fonds de stationnement	45	35 000	35 000
-	46		
	47	430 351	483 380
	48	841 462	821 380

1. Les éliminations sont imputées aux organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES**EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (SUITE)**

Exercice terminé le 31 décembre 2019

	2019	2018
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir		
Mesures d'allègement fiscal liées aux écarts de constatation avec les normes comptables		
Avantages sociaux futurs		
Déficit initial au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite	49 () (
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	50 () (
Avantages postérieurs au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite		
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	51 () (
Autres	52 () (
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs		
	53 () (
	54 () (
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	55 () (
Assainissement des sites contaminés	56 () (
Appariement fiscal pour revenus de transfert	57 () (
Autres		
-	58 () (
-	59 () (
	60 () (
Mesures d'allègement fiscal transitoires		
Modifications comptables du 1 ^{er} janvier 2000		
Salaires et avantages sociaux	61 () (
Intérêts sur la dette à long terme	62 () (
Mesures relatives à la TVQ		
Utilisation du fonds général	63 () (
Utilisation du fonds de roulement	64 () (
Mesure relative aux frais reportés	65 () (
Autres		
-	66 () (
-	67 () (
	68 () (
Financement à long terme des activités de fonctionnement		
Mesure transitoire relative à la TVQ	69 () (
Frais d'émission de la dette à long terme	70 () (
Dette à long terme liée au FLI et au FLS	71 () (
Autres		
-	72 () (
-	73 () (
	74 () (
Éléments présentés à l'encontre des DCTP		
Financement des activités de fonctionnement	75	
Fonds d'amortissement pour emprunts de fonctionnement	76	
Prêts aux entreprises liés au FLI et au FLS et placements de portefeuille à titre d'investissement liés au FLI	77	
Autres prêts et placements de portefeuille à titre d'investissement liés à des emprunts de fonctionnement	78	
Autres	79	
-	80	
	81 () (

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES**EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (SUITE)**

Exercice terminé le 31 décembre 2019

		2019	2018
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)			
Financement des investissements en cours			
Financement non utilisé	82	1 745 327	263 945
Investissements à financer	83 (	5 070 083 ) (	663 699)
	84	(3 324 756)	(399 754)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs			
Éléments d'actif			
Immobilisations	85	63 620 898	60 218 383
Propriétés destinées à la revente	86	528 357	528 517
Prêts	87		
Placements de portefeuille à titre d'investissement	88		
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	89		
	90	64 149 255	60 746 900
Ajustements aux éléments d'actif	91		
	92	64 149 255	60 746 900
Éléments de passif correspondant			
Dette à long terme	93 (	10 398 011 ) (	11 583 264)
Frais reportés liés à la dette à long terme	94 (	22 489 ) (	44 836)
Montants des débiteurs et autres montants affectés au remboursement de la dette à long terme	95	839 232	1 146 120
Dettes aux fins des activités de fonctionnement	96		
Autres dettes n'affectant pas l'investissement net	97		
	98 (	9 581 268 ) (	10 481 980)
Dette en cours de refinancement et ajustements aux éléments de passif	99 () ()
	100 (	9 581 268 ) (	10 481 980)
	101	54 567 987	50 264 920

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES

AVANTAGES SOCIAUX FUTURS

Exercice terminé le 31 décembre 2019

A) RÉGIMES DE RETRAITE ET RÉGIMES SUPPLÉMENTAIRES DE RETRAITE À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

	Régimes de retraite enregistrés	Régimes supplémentaires de retraite
Nombre de régimes à la fin de l'exercice	1 <u>1</u>	2 <u> </u>

Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements

La Ville de L'Île-Perrot parraine un régime de retraite à prestations déterminées. Le régime de retraite à prestations déterminées offert à l'ensemble des salariés est contributif. Ce régime prévoit des prestations basées sur une moyenne des 3 meilleurs salaires pour les cadres et d'un salaire carrière indexé pour les cols blancs et cols bleus pour le service avant le 1er janvier 2014 (une formule différente de calcul de rente s'applique pour les cadres pour les années de service reconnu avant 1994). À compter du 1er janvier 2014, la forme de rente est de type salaire carrière indexé pour tous les participants. Les cotisations salariales des participants s'élèvent à 9,19 % du salaire en 2019 (9,19 % en 2018). La cotisation de stabilisation s'élève à 1,37 % du salaire en 2019 (1,37 % en 2018). Les cotisations annuelles de la Ville sont identiques à celles des participants.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES

EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (SUITE)

Exercice terminé le 31 décembre 2019

	2019	2018
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au début de l'exercice	3 118 000	132 000
Charge de l'exercice	4 (642 000)	(638 000)
Cotisations versées par l'employeur	5 622 000	624 000
Actif (passif) à la fin de l'exercice	6 <u>98 000</u>	<u>118 000</u>
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	7 15 637 000	14 326 000
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	8 (<u>16 296 000</u>)	(<u>15 212 000</u>)
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	9 (659 000)	(886 000)
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	10 <u>757 000</u>	<u>1 004 000</u>
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs avant provision pour moins-value	11 98 000	118 000
Provision pour moins-value	12 (<u> </u>)	(<u> </u>)
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	13 <u>98 000</u>	<u>118 000</u>
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs		
Nombre de régimes en cause	14 <u>1</u>	<u>1</u>
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	15 15 637 000	14 326 000
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	16 (<u>16 296 000</u>)	(<u>15 212 000</u>)
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	17 (<u>659 000</u>)	(<u>886 000</u>)
Charge de l'exercice		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	18 908 000	904 000
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	19 <u> </u>	<u> </u>
	20 908 000	904 000
Cotisations salariales des employés	21 (453 000)	(457 000)
Cotisations des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	22 (<u> </u>)	(<u> </u>)
	23 455 000	447 000
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	24 146 000	145 000
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	25 <u> </u>	<u> </u>
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	26 <u> </u>	<u> </u>
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	27 <u> </u>	<u> </u>
Variation de la provision pour moins-value	28 <u> </u>	<u> </u>
Autres	29 <u> </u>	<u> </u>
-	30 <u> </u>	<u> </u>
Charge de l'exercice excluant les intérêts	31 <u>601 000</u>	<u>592 000</u>
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	32 801 000	744 000
Rendement espéré des actifs	33 (<u>760 000</u>)	(<u>698 000</u>)
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	34 41 000	46 000
Charge de l'exercice	35 <u>642 000</u>	<u>638 000</u>

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES**AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (SUITE)**

Exercice terminé le 31 décembre 2019

	2019	2018
Informations complémentaires		
Rendement réel des actifs pour l'exercice	36 823 000	631 000
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	37 (760 000)	(698 000)
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	38 63 000	(67 000)
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	39 38 000	60 000
Prestations versées au cours de l'exercice	40 (565 000)	(504 000)
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 7)	41 16 225 000	13 656 000
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	42	
Valeur des obligations des régimes supplémentaires de retraite <u>non capitalisés</u> comprises dans les obligations présentées à la ligne 8	43	
Valeur des obligations implicites comprises dans la valeur des obligations présentée à la ligne 8		
Pour la réserve de restructuration	44	
Pour le fonds de stabilisation et la réserve liée à la PED	45 485 000	388 000
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	46 13	13
Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
(taux pondéré s'il y a plus d'un régime)		
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	47 5,23 %	5,20 %
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	48 5,20 %	5,17 %
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	49 3,25 %	3,25 %
Taux d'inflation (fin d'exercice)	50 2,00 %	2,00 %
Autres hypothèses économiques		
-	51	
-	52	

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES

AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (SUITE)

Exercice terminé le 31 décembre 2019

B) RÉGIMES D'AVANTAGES COMPLÉMENTAIRES DE RETRAITE ET AUTRES AVANTAGES SOCIAUX FUTURS À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

		Régimes d'avantages complémentaires de retraite		Autres avantages sociaux futurs
Nombre de régimes à la fin de l'exercice	53		54	

Description des régimes et avantages, date de la plus récente évaluation actuarielle (s'il y a lieu) et autres renseignements

		2019	2018
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs			
Actif (passif) au début de l'exercice	55		
Charge de l'exercice	56	()	()
Cotisations, prestations ou primes versées par l'employeur	57		
Actif (passif) à la fin de l'exercice	58		
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation			
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	59		
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	60	()	()
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	61		
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	62		
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice avant la provision pour moins-value	63		
Provision pour moins-value	64	()	()
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	65		
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes et avantages dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs			
Nombre de régimes et avantages en cause	66		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	67		
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	68	()	()
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	69	()	()
Charge de l'exercice			
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	70		
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	71		
	72		
Cotisations salariales des employés	73	()	()
Cotisations, prestations ou primes à la charge des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	74	()	()
	75		
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	76		
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	77		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	78		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	79		
Variation de la provision pour moins-value	80		

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES**AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (SUITE)**

Exercice terminé le 31 décembre 2019

	2019	2018	
Autres			
-	81		
-	82		
Charge de l'exercice excluant les intérêts	83		
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	84		
Rendement espéré des actifs	85 (_____) (_____)		
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	86		
Charge de l'exercice	87		
Informations complémentaires			
Rendement réel des actifs pour l'exercice	88		
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	89 (_____) (_____)		
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	90		
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	91		
Prestations versées au cours de l'exercice	92		
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 59)	93		
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	94		
Valeur des obligations des régimes d'avantages complémentaires de retraite capitalisés comprises dans les obligations présentées à la ligne 60	95		
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	96		
Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation (taux pondéré s'il y a plus d'un régime)			
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	97	%	%
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	98	%	%
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	99	%	%
Taux d'inflation (fin d'exercice)	100	%	%
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	101	%	%
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	102	%	%
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	103		
Autres hypothèses économiques			
-	104		
-	105		

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES

AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (SUITE)

Exercice terminé le 31 décembre 2019

C) RÉGIMES DE RETRAITE À COTISATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice 106 1

Description des régimes et autres renseignements

La Ville de L'Île-Perrot a mis en place le 1er janvier 2017, un régime de retraite simplifié pour ses pompiers et ses brigadiers. La contribution de la Ville de L'Île-Perrot est de 1 % du salaire admissible et la contribution de l'employé est volontaire.

	<u>2019</u>	<u>2018</u>
Charge de l'exercice		
Cotisations de l'employeur		
Régime de prestations supplémentaires des maires et des conseillers des municipalités	107	
Régime volontaire d'épargne-retraite	108	
Régime de retraite simplifié	109 3 473	2 993
Régime de retraite par financement salarial	110	
Régime de retraite des employés municipaux du Québec	111	
Autres régimes	112	
	<u>113 3 473</u>	<u>2 993</u>

D) AUTRES RÉGIMES (REER individuel, REER collectif et autres)

Nombre d'autres régimes à la fin de l'exercice 114 _____

Description des régimes et autres renseignements

	<u>2019</u>	<u>2018</u>
Charge de l'exercice		
Cotisations de l'employeur	115 _____	_____

E) RÉGIMES DE RETRAITE DES ÉLUS MUNICIPAUX

	<u>2019</u>	<u>2018</u>
Nombre d'élus qui sont en fonction et qui sont des participants actifs à la fin de l'exercice	116 <u>7</u>	<u>7</u>

Description du régime

Le Régime de retraite des élus municipaux (RREM) et le Régime de prestations supplémentaires des élus municipaux (RPSEM), ce dernier s'appliquant de façon complémentaire s'il y a lieu aux élus municipaux en poste le 31 décembre 2000 et aux personnes ayant droit à une rente du RREM à cette date, sont des régimes à prestations déterminées gérés en vertu de la Loi sur le régime de retraite des élus municipaux (chapitre R-9.3). Dans le cas du RREM, les élus participants et les municipalités participantes se partagent le financement du régime par le versement de cotisations dans le cas des élus et de contributions dans le cas des municipalités. Dans le cas du RPSEM, seules les municipalités participantes sont responsables de verser les contributions requises. Les cotisations et les contributions sont établies conformément aux taux et règles fixés par règlement du gouvernement.

Étant donné que ces deux régimes sont des régimes à employeurs multiples administrés par

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES

AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (SUITE)

Exercice terminé le 31 décembre 2019

la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances (CARRA), qui ne comportent pas de comptes distincts, les municipalités participantes comptabilisent ces régimes comme s'ils étaient des régimes à cotisations déterminées. Ainsi, la charge encourue dans un exercice donné par une municipalité participante relativement à ces régimes de retraite correspond aux contributions devant être versées par elle pour cet exercice telles qu'établies par règlement du gouvernement.

		2019	2018
Cotisations des élus au RREM	117	<u>10 330</u>	<u>7 988</u>
Charge de l'exercice			
Contributions de l'employeur au RREM	118	34 812	26 919
Contributions de l'employeur à titre de participation au RPSEM	119	<u>5 960</u>	<u>6 095</u>
	120	<u>40 772</u>	<u>33 014</u>

Note

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS NON AUDITÉS

ANALYSES DES REVENUS

Exercice terminé le 31 décembre 2019

Non audité

TAXES		Budget 2019	Réalisations 2019	Réalisations 2018
SUR LA VALEUR FONCIÈRE				
Taxes générales				
Taxe foncière générale	1	11 566 725	11 602 092	11 220 521
Taxes spéciales				
Service de la dette	2			
Activités de fonctionnement	3			
Activités d'investissement	4			
Taxes de secteur				
Taxes spéciales				
Service de la dette	5			
Activités de fonctionnement	6			
Activités d'investissement	7			
Autres	8			
	9	11 566 725	11 602 092	11 220 521
SUR UNE AUTRE BASE				
Taxes, compensations et tarification				
Services municipaux				
Eau	10	1 409 556	1 425 033	1 367 822
Égout	11	881 030	883 569	904 930
Traitement des eaux usées	12			
Matières résiduelles	13	1 201 369	1 212 958	1 093 028
Autres				
- Réserve eau & voirie	14	292 400	294 370	290 265
-	15			
-	16			
Centres d'urgence 9-1-1	17	55 932	57 373	56 742
Service de la dette	18	45 484	45 483	45 423
Pouvoir général de taxation	19			
Activités de fonctionnement	20			
Activités d'investissement	21			
	22	3 885 771	3 918 786	3 758 210
Taxes d'affaires				
Sur l'ensemble de la valeur locative	23			
Autres	24			
	25			
	26	3 885 771	3 918 786	3 758 210
	27	15 452 496	15 520 878	14 978 731

ANALYSES DES REVENUS (SUITE)

Exercice terminé le 31 décembre 2019

Non audité

		Budget 2019	Réalisations 2019	Réalisations 2018
COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES				
GOUVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES				
Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement				
Taxes sur la valeur foncière	28	18 455	17 974	23 544
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	29			
Taxes d'affaires	30			
Compensations pour les terres publiques	31			
	32	18 455	17 974	23 544
Immeubles des réseaux				
Santé et services sociaux	33	58 791	56 331	58 261
Cégeps et universités	34	20 299	19 939	22 147
Écoles primaires et secondaires	35	123 757	121 549	121 811
	36	202 847	197 819	202 219
Autres immeubles				
Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux				
Taxes sur la valeur foncière	37			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	38			
Taxes d'affaires	39			
	40			
	41	221 302	215 793	225 763
GOUVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES				
Taxes sur la valeur foncière	42			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	43			
Taxes d'affaires	44			
	45			
ORGANISMES MUNICIPAUX				
Taxes sur la valeur foncière	46			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	47			
	48			
AUTRES				
Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	49			
Autres	50			
	51			
	52	221 302	215 793	225 763

ANALYSES DES REVENUS (SUITE)

Exercice terminé le 31 décembre 2019

Non audité

		Budget 2019	Réalisations 2019	Réalisations 2018
TRANSFERTS				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT				
Administration générale	53	4 276	4 276	6 617
Sécurité publique				
Police	54		168 824	118 560
Sécurité incendie	55	2 004	1 135	1 114
Sécurité civile	56		547 679	
Autres	57			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	58		9 102	8 866
Enlèvement de la neige	59			
Autres	60			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	61			
Transport adapté	62			
Transport scolaire	63			
Autres	64			
Transport aérien	65			
Transport par eau	66			
Autres	67			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	68	4 660	4 923	4 959
Réseau de distribution de l'eau potable	69	35 280	26 052	30 413
Traitement des eaux usées	70			
Réseaux d'égout	71			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	72	87 806	89 865	71 658
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	73			
Tri et conditionnement	74			
Autres	75			
Autres	76			
Cours d'eau	77			
Protection de l'environnement	78			
Autres	79			
Santé et bien-être				
Logement social	80			
Sécurité du revenu	81			
Autres	82			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	83			2 976
Rénovation urbaine	84			
Promotion et développement économique	85			
Autres	86			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	87	10 753	12 102	8 637
Activités culturelles				
Bibliothèques	88	53 124	51 150	44 239
Autres	89			
Réseau d'électricité	90			
	91	197 903	915 108	298 039

ANALYSES DES REVENUS (SUITE)

Exercice terminé le 31 décembre 2019

Non audité

TRANSFERTS (suite)	Budget 2019	Réalizations 2019	Réalizations 2018
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT			
Administration générale	92		
Sécurité publique			
Police	93		
Sécurité incendie	94		
Sécurité civile	95		
Autres	96		
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	97		
Enlèvement de la neige	98		
Autres	99		
Transport collectif			
Transport en commun			
Transport régulier	100		
Transport adapté	101		
Transport scolaire	102		
Autres	103		
Transport aérien	104		
Transport par eau	105		
Autres	106		
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	107		
Réseau de distribution de l'eau potable	108		
Traitement des eaux usées	109	70 989	
Réseaux d'égout	110		
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	111		
Matières recyclables			
Collecte sélective			
Collecte et transport	112		
Tri et conditionnement	113		
Autres	114		
Autres	115		
Cours d'eau	116		
Protection de l'environnement	117		
Autres	118		
Santé et bien-être			
Logement social	119		
Sécurité du revenu	120		
Autres	121		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	122		
Rénovation urbaine	123		
Promotion et développement économique	124		
Autres	125		
Loisirs et culture			
Activités récréatives	126	3 093	56 973
Activités culturelles			
Bibliothèques	127		
Autres	128		
Réseau d'électricité	129		
	130	74 082	56 973

ANALYSES DES REVENUS (SUITE)

Exercice terminé le 31 décembre 2019

Non audité

TRANSFERTS (suite)		Budget 2019	Réalisations 2019	Réalisations 2018
TRANSFERTS DE DROIT				
Regroupement municipal et réorganisation municipale	131			
Péréquation	132			
Neutralité	133			
Partage des redevances sur les ressources naturelles	134			
Compensation pour la collecte sélective de matières recyclables	135			
Fonds de développement des territoires	136			
Contributions des automobilistes pour le transport en commun - Droits d'immatriculation	137			
Autres	138			
	139			
TOTAL DES TRANSFERTS	140	197 903	989 190	355 012

ANALYSES DES REVENUS (SUITE)

Exercice terminé le 31 décembre 2019

Non audité

SERVICES RENDUS	Budget 2019	Réalisations 2019	Réalisations 2018
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES			
MUNICIPAUX			
Administration générale			
Greffes et application de la loi	141		
Évaluation	142		
Autres	143		
	144		
Sécurité publique			
Police	145		
Sécurité incendie	146	1 090 638	786 958
Sécurité civile	147		15 600
Autres	148		
	149	1 090 638	786 958
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	150		
Enlèvement de la neige	151		
Autres	152		
Transport collectif	153		
Autres	154		
	155		
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	156		
Réseau de distribution de l'eau potable	157		
Traitement des eaux usées	158		
Réseaux d'égout	159	21 000	19 702
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	160		
Matières recyclables			
Collecte sélective			
Collecte et transport	161		
Tri et conditionnement	162		
Autres	163		
Autres	164		
Cours d'eau	165		
Protection de l'environnement	166		
Autres	167		
	168	21 000	19 702
Santé et bien-être			
Logement social	169		
Autres	170		
	171		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	172		
Rénovation urbaine	173		
Promotion et développement économique	174		
Autres	175		
	176		
Loisirs et culture			
Activités récréatives	177		
Activités culturelles			
Bibliothèques	178		
Autres	179		
	180		
Réseau d'électricité			
	181		
	182	1 111 638	786 958
			818 105

ANALYSES DES REVENUS (SUITE)

Exercice terminé le 31 décembre 2019

Non audité

SERVICES RENDUS (suite)	Budget 2019	Réalisations 2019	Réalisations 2018
AUTRES SERVICES RENDUS			
Administration générale			
Greffes et application de la loi	183	600	575
Évaluation	184		3 475
Autre	185	6 450	17 000
	186	7 050	21 050
Sécurité publique			
Police	187		
Sécurité incendie	188	11 200	21 381
Sécurité civile	189		
Autres	190		
	191	11 200	21 381
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	192		
Enlèvement de la neige	193		
Autres	194	1 000	1 571
Transport collectif			
Transport en commun			
Transport régulier	195		
Transport adapté	196		
Transport scolaire	197		
Autres	198		
Autres	199		
	200	1 000	1 571
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable			
Réseau de distribution de l'eau potable	201		
Traitement des eaux usées	202		
Réseaux d'égout	203		
Réseaux d'égout	204		
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	205	2 000	3 864
Matières recyclables	206	1 900	2 125
Autres	207		
Cours d'eau	208		
Protection de l'environnement	209		
Autres	210		
	211	3 900	5 989
Santé et bien-être			
Logement social	212		
Sécurité du revenu	213		
Autres	214		
	215		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage			
Rénovation urbaine	216		
Promotion et développement économique	217		
Autres	218		
	219	2 250	2 390
	220	2 250	2 390
Loisirs et culture			
Activités récréatives	221	247 400	263 882
Activités culturelles			
Bibliothèques	222	3 500	2 512
Autres	223	23 800	27 727
	224	274 700	294 121
Réseau d'électricité			
	225		
	226	300 100	346 502
TOTAL DES SERVICES RENDUS	227	1 411 738	1 133 460
			1 120 138

ANALYSES DES REVENUS (SUITE)

Exercice terminé le 31 décembre 2019

Non audité

		Budget 2019	Réalisations 2019	Réalisations 2018
IMPOSITION DE DROITS				
Licences et permis	228	51 400	60 140	95 425
Droits de mutation immobilière	229	550 000	1 014 118	622 830
Droits sur les carrières et sablières	230			
Autres	231			
	232	601 400	1 074 258	718 255
AMENDES ET PÉNALITÉS				
	233	94 900	150 462	115 691
REVENUS DE PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE				
	234			
AUTRES REVENUS D'INTÉRÊTS				
	235	200 700	284 961	306 982
AUTRES REVENUS				
Gain (perte) sur cession d'immobilisations	236		1 080	(7 435)
Produit de cession de propriétés destinées à la revente	237		58	100
Gain (perte) sur remboursement de prêts et sur cession de placements	238			
Contributions des promoteurs	239			
Contributions des automobilistes pour le transport en commun - Taxe sur l'essence	240			
Contributions des organismes municipaux	241			
Autres contributions	242			37 000
Redevances réglementaires	243			
Autres	244	3 544	206 001	33 952
	245	3 544	207 139	63 617
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION				
	246			

ANALYSES DES CHARGES

Exercice terminé le 31 décembre 2019

Non audité	Budget 2019		Réalizations 2019		Réalizations 2018
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement		Total
ADMINISTRATION GÉNÉRALE					
Conseil	1	444 528	463 915		463 915
Greffier et application de la loi	2	340 779	364 796		364 796
Gestion financière et administrative	3	947 905	935 986	211 110	1 147 096
Évaluation	4	134 940	132 907		132 907
Gestion du personnel	5	185 238	268 670	127	268 797
Autres					
- Communications	6	130 729	142 747		142 747
- Autres	7	245 295	200 278		200 278
	8	2 429 414	2 509 299	211 237	2 720 536
SÉCURITÉ PUBLIQUE					
Police	9	1 367 794	1 546 091		1 546 091
Sécurité incendie	10	1 692 475	1 551 206	94 961	1 646 167
Sécurité civile	11	29 225	570 774		570 774
Autres	12	87 290	81 164		81 164
	13	3 176 784	3 749 235	94 961	3 844 196
TRANSPORT					
Réseau routier					
Voirie municipale	14	1 137 038	1 307 291	606 157	1 913 448
Enlèvement de la neige	15	706 412	828 752	11 178	839 930
Éclairage des rues	16	105 528	99 381		99 381
Circulation et stationnement	17	243 333	136 945	15 647	152 592
Transport collectif					
Transport en commun	18	618 225	582 609		582 609
Transport aérien	19				
Transport par eau	20				
Autres	21				
	22	2 810 536	2 954 978	632 982	3 587 960
					3 342 784

ANALYSES DES CHARGES (SUITE)

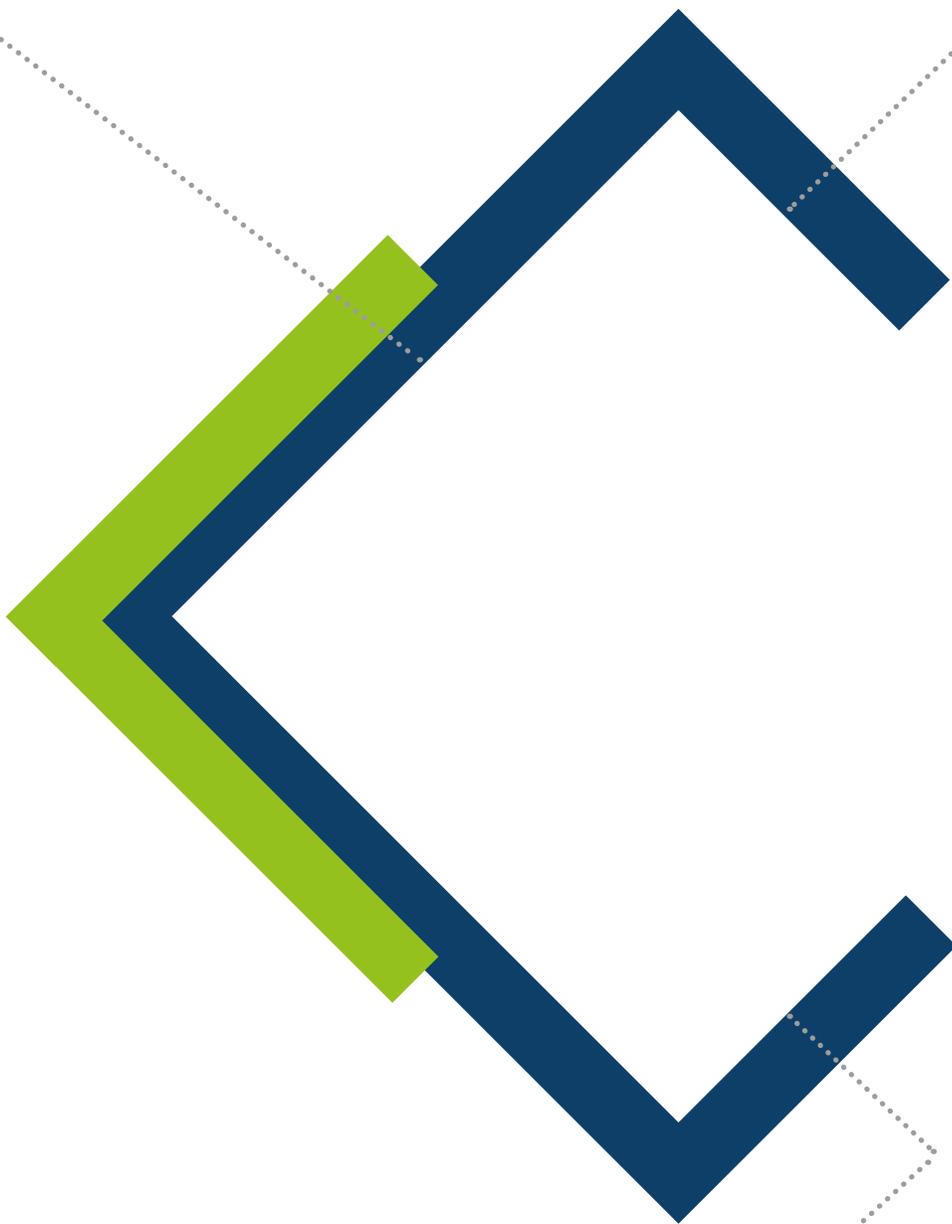
Exercice terminé le 31 décembre 2019

Non audité	Budget 2019		Réalizations 2019		Réalizations 2018
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement		Total
HYGIÈNE DU MILIEU					
Eau et égout					
23 Approvisionnement et traitement de l'eau potable	992 472	911 216	8 375	919 591	913 428
24 Réseau de distribution de l'eau potable	469 995	357 361	411 977	769 338	718 468
25 Traitement des eaux usées	715 765	703 475	564 796	1 268 271	1 225 402
26 Réseaux d'égout	182 291	47 825	376 729	424 554	536 013
Matières résiduelles					
27 Déchets domestiques et assimilés	248 815	254 324		254 324	224 126
28 Collecte et transport	256 585	298 960		298 960	273 036
Matières recyclables					
Collecte sélective					
29 Collecte et transport	277 506	285 048		285 048	266 104
30 Tri et conditionnement					
Matières organiques					
31 Collecte et transport	224 600	225 017		225 017	37 632
32 Traitement	119 052	117 492		117 492	61 520
33 Matériaux secs	59 563	44 797		44 797	64 095
34 Autres					115 143
35 Plan de gestion	27 723	27 747		27 747	29 681
36 Autres					634
37 Cours d'eau	1 014	1 014		1 014	6 786
38 Protection de l'environnement	48 842				5 502
39 Autres			14 178	14 178	
40	3 624 223	3 274 276	1 376 055	4 650 331	4 477 570
SANTÉ ET BIEN-ÊTRE					
41 Logement social	117 871	117 871		117 871	117 948
42 Sécurité du revenu					
43 Autres					
44	117 871	117 871		117 871	117 948
AMÉNAGEMENT, URBANISME ET DÉVELOPPEMENT					
45 Aménagement, urbanisme et zonage	717 480	649 175	18 251	667 426	677 805
Rénovation urbaine					
46 Biens patrimoniaux					
47 Autres biens					
48 Promotion et développement économique	95 469	88 261		88 261	147 802
49 Industries et commerces	8 121	1 395		1 395	3 389
50 Tourisme					
51 Autres					
52	821 070	738 831	18 251	757 082	828 996

ANALYSES DES CHARGES (SUITE)

Exercice terminé le 31 décembre 2019

Non audité	Budget 2019		Réalizations 2019		Réalizations 2018
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement		Total
LOISIRS ET CULTURE					
Activités récréatives					
Centres communautaires	53	705 706	656 256	66 367	722 623
Pâtinoires intérieures et extérieures	54	197 494	182 304		182 304
Piscines, plages et ports de plaisance	55	146 672	152 708	495	153 203
Parcs et terrains de jeux	56	1 198 863	958 678	236 517	1 195 195
Parcs régionaux	57				
Expositions et foires	58	297 361	271 847		271 847
Autres	59				
	60	2 546 096	2 221 793	303 379	2 525 172
Activités culturelles					
Centres communautaires	61				
Bibliothèques	62	784 748	686 190	1 678	687 868
Patrimoine					
Musées et centres d'exposition	63				
Autres ressources du patrimoine	64				
Autres	65	73 307	82 944		82 944
	66	858 055	769 134	1 678	770 812
	67	3 404 151	2 990 927	305 057	3 295 984
	68				
RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ					
FRAIS DE FINANCEMENT					
Dettes à long terme					
Intérêts	69	309 234	267 169		267 169
Autres frais	70	21 881	31 995		31 995
Autres frais de financement	71	38 611	41 000		41 000
Avantages sociaux futurs	72		1 251		1 251
Autres	73	369 726	341 415		341 415
					358 369
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION					
	74				
AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS					
	75	2 629 940	2 638 543	(2 638 543)	



EXERCICE TERMINÉ LE
31 DÉCEMBRE 2019

AUTRES RENSEIGNEMENTS FINANCIER NON AUDITÉS

Nom : L'Île-Perrot
Code géographique : 71060
Type d'organisme municipal : Municipalité locale

TABLE DES MATIÈRES

AUTRES RENSEIGNEMENTS FINANCIERS NON AUDITÉS

Acquisition d'immobilisations par catégories	3
Acquisition d'infrastructures pour nouveau développement et autres acquisitions d'immobilisations	3
Analyse de la dette à long terme.....	4
Endettement total net à long terme.....	5
Analyse de la change des quotes-parts	6
Acquisition d'immobilisations par objet	7
Analyse de la rémunération	8
Analyse de revenus de transfert par sources	8
Frais de financement par activités	9
Excédent (déficit) de fonctionnement du réseau d'électricité à des fins fiscales	10
Rémunération des élus	11
QUESTIONNAIRE	12

ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS PAR CATÉGORIES

Exercice terminé le 31 décembre 2019

Non audité

		Réalisations 2019	Réalisations 2018
IMMOBILISATIONS			
Infrastructures			
Conduites d'eau potable	1	4 313 326	145 255
Usines de traitement de l'eau potable	2	67 408	
Usines et bassins d'épuration	3	111 186	46 772
Conduites d'égout	4		9 659
Sites d'enfouissement et incinérateurs	5		
Chemins, rues, routes et trottoirs	6	8 448	73 933
Ponts, tunnels et viaducs	7		
Systèmes d'éclairage des rues	8		
Aires de stationnement	9		
Parcs et terrains de jeux	10	13 872	8 974
Autres infrastructures	11	313 464	532 563
Réseau d'électricité	12		
Bâtiments			
Édifices administratifs	13		
Édifices communautaires et récréatifs	14	109 653	10 480
Améliorations locatives			
15			
Véhicules			
Véhicules de transport en commun	16		
Autres	17		
Ameublement et équipement de bureau	18	86 140	36 740
Machinerie, outillage et équipement divers	19	123 680	170 759
Terrains	20	893 881	2 232
Autres	21		
	22	6 041 058	1 037 367

ACQUISITION D'INFRASTRUCTURES POUR NOUVEAU DÉVELOPPEMENT ET AUTRES ACQUISITIONS D'IMMOBILISATIONS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité

Infrastructures autres que pour nouveau développement			
Conduites d'eau potable	23	4 313 326	137 372
Usines de traitement de l'eau potable	24	67 408	
Usines et bassins d'épuration	25	111 186	46 772
Conduites d'égout	26		9 659
Autres infrastructures	27	335 784	615 470
Infrastructures pour nouveau développement (ouverture de nouvelles rues)			
Conduites d'eau potable	28		7 883
Usines de traitement de l'eau potable	29		
Usines et bassins d'épuration	30		
Conduites d'égout	31		
Autres infrastructures	32		
Autres immobilisations	33	1 213 354	220 211
	34	6 041 058	1 037 367

ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME

Exercice terminé le 31 décembre 2019

Non audité		Solde au 1 ^{er} janvier	Augmentation	Diminution	Solde au 31 décembre
La dette à long terme, incluant la dette en cours de refinancement, est assumée de la façon suivante :					
Par l'organisme municipal					
Emprunts refinancés par anticipation	1				
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette à long terme					
Excédent de fonctionnement affecté	2				
Réserves financières et fonds réservés	3				
Fonds d'amortissement	4				
Montant à la charge					
D'une partie des contribuables ou des municipalités membres	5	194 845		22 865	171 980
De l'ensemble des contribuables ou des municipalités membres	6	10 287 135		877 847	9 409 288
De la municipalité (Société de transport en commun)	7				
	8	10 481 980		900 712	9 581 268
Par les tiers (montants affectés au remboursement de la dette à long terme)					
Débiteurs					
Gouvernement du Québec et ses entreprises	9	1 083 341		278 884	804 457
Organismes municipaux	10	62 779		28 004	34 775
Autres tiers	11				
	12	1 146 120		306 888	839 232
Débiteurs encaissés non encore appliqués au remboursement de la dette					
	13				
	14	1 146 120		306 888	839 232
Revenus futurs découlant des ententes conclues avec le gouvernement du Québec					
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et autres actifs	15				
Autres	16				
	17				
	18	1 146 120		306 888	839 232
	19	11 628 100		1 207 600	10 420 500
Dettes en cours de refinancement	20	()		()	
Reclassement / Redressement	21				
Dettes à long terme	22	11 628 100		1 207 600	10 420 500

Note

ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME

Exercice terminé le 31 décembre 2019

Non audité

Administration municipale

Dette à long terme	1	10 420 500
--------------------	---	------------

Ajouter

Activités d'investissement à financer	2	5 070 083
---------------------------------------	---	-----------

Activités de fonctionnement à financer	3	
--	---	--

Dette en cours de refinancement	4	
---------------------------------	---	--

Autres		
--------	--	--

-	5	
---	---	--

-	6	
---	---	--

Déduire

Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme		
--	--	--

Excédent accumulé		
-------------------	--	--

Fonds d'amortissement	7	
-----------------------	---	--

Autres sommes comprises dans l'excédent accumulé	8	
--	---	--

Débiteurs	9	839 232
-----------	---	---------

Revenus futurs découlant des ententes		
---------------------------------------	--	--

conclues avec le gouvernement du Québec	10	
---	----	--

Autres montants	11	
-----------------	----	--

Montant non utilisé d'emprunts à long terme contractés	12	45 350
--	----	--------

Autres		
--------	--	--

-	13	
---	----	--

-	14	
---	----	--

Endettement net à long terme de l'administration municipale	15	14 606 001
---	----	------------

Quote-part dans l'endettement total net à long terme des organismes contrôlés et des partenariats

Endettement net à long terme	17	14 606 001
------------------------------	----	------------

Quote-part dans l'endettement total net à long terme d'autres organismes

Municipalité régionale de comté	18	264 708
---------------------------------	----	---------

Communauté métropolitaine	19	57 442
---------------------------	----	--------

Autres organismes	20	833 638
-------------------	----	---------

Endettement total net à long terme	21	15 761 789
------------------------------------	----	------------

Quote-part dans l'endettement total net à long terme		
--	--	--

de l'agglomération (lorsque fonctionnant par quotes-parts)	22	
--	----	--

Moins: Sommes affectées au remboursement de la dette à		
--	--	--

long terme de l'agglomération	23	
-------------------------------	----	--

	24	
--	----	--

part dans l'agglomération s'il y a lieu)	25	15 761 789
--	----	------------

Endettement total net à long terme lié au réseau d'électricité (inclus ci-dessus)	26	
---	----	--

Endettement total net à long terme lié aux parcs éoliens et aux centrales hydroélectriques (inclus à la ligne 25 ci-dessus, et à la ligne 21, s'il y a lieu, pour les compétences d'agglomération et le portrait global)	27	
--	----	--

ANALYSE DE LA CHARGE DES QUOTES-PARTS

Exercice terminé le 31 décembre 2019

<i>Non audité</i>		Budget 2019	Réalisations 2019	Réalisations 2018
Administration générale				
Greffes et application de la loi	1			
Évaluation	2			
Autres	3	79 413	75 077	75 031
Sécurité publique				
Police	4			
Sécurité incendie	5	8 911	8 910	15 576
Sécurité civile	6			
Autres	7	14 438	14 439	9 528
Transport				
Réseau routier	8			
Transport collectif	9			
Autres	10			
Hygiène du milieu				
Eau et égout	11			
Matières résiduelles	12	419 087	427 614	361 921
Cours d'eau	13	1 014	1 014	634
Protection de l'environnement	14			
Autres	15			
Santé et bien-être				
Logement social	16	117 871	117 871	117 948
Autres	17			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	18	143 165	142 734	140 934
Rénovation urbaine	19			
Promotion et développement économique	20	87 909	87 909	95 377
Autres	21			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	22	23 890	4 284	4 424
Activités culturelles	23	92 429	102 066	89 393
Réseau d'électricité				
	24			
	25	988 127	981 918	910 766

ACQUISITION DES IMMOBILISATIONS PAR OBJETS

Exercice terminé le 31 décembre 2019

Non audité

		2019	2018
Rémunération	1		
Charges sociales	2		
Biens et services	3	6 041 058	1 037 367
Frais de financement	4		
Autres	5		
	6	6 041 058	1 037 367

ANALYSE DE LA RÉNUMÉRATION

Exercice terminé le 31 décembre 2019

TABLEAU TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité		Effectifs personnes/année²	Semaine normale (heures)	Nombre d'heures rémunérées au cours de l'exercice	Rémunération	Charges sociales	Total¹
Administration municipale							
1	Cadres et contremaîtres	14,00	35,00	25 568,00	1 349 387	300 654	1 650 041
2	Professionnels	12,00	35,00	22 392,00	701 413	198 735	900 148
3	Colls blancs	34,00	33,00	43 636,00	973 713	248 897	1 222 610
4	Colls bleus	35,00	38,00	89 203,00	2 360 796	594 677	2 955 473
5	Policiers						
6	Pompiers						
7	Conducteurs et opérateurs (transport en commun)	22,00	40,00	45 860,00	807 854	79 978	887 832
8		117,00		226 659,00	6 193 163	1 422 941	7 616 104
9		7,00			239 235	51 585	290 820
10	Élus	124,00			6 432 398	1 474 526	7 906 924

1. Inclut la rémunération et les charges sociales aux fins de fonctionnement et d'immobilisations.
 2. En vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (chapitre A-2.1), le salaire d'un employé, à l'exception de celui d'un cadre, est un renseignement confidentiel. Afin de respecter la loi, lorsqu'une catégorie d'emploi compte un effectif ou moins, ces renseignements ne doivent pas apparaître sur le document déposé au conseil. Dans un tel cas, certaines informations sont remplacées par des astérisques à l'impression du document.

ANALYSE DES REVENUS DE TRANSFERT PAR SOURCES EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

	Gouvernement du Québec		Gouvernement du Canada	ARTM/MRC/Municipalités/Communautés métropolitaines	Total
	Fonctionnement	Investissement			
11	Transport en commun				
	Eau et égout				
12	Approvisionnement et traitement de l'eau potable	4 923			4 923
13	Réseau de distribution de l'eau potable	26 052			26 052
14	Traitement des eaux usées		70 989		70 989
15	Réseaux d'égout				
16	Autres	860 531	3 093	23 602	887 226
17		891 506	74 082	23 602	989 190

FRAIS DE FINANCEMENT PAR ACTIVITÉS

Exercice terminé le 31 décembre 2019

<i>Non audité</i>		2019	2018
Administration générale			
Grefte et application de la loi	1		
Évaluation	2		
Autres	3	86 223	92 849
	4	86 223	92 849
Sécurité publique			
Police	5		
Sécurité incendie	6	1 781	2 649
Sécurité civile	7		
Autres	8		
	9	1 781	2 649
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	10	132 648	132 027
Enlèvement de la neige	11		
Autres	12		
Transport collectif	13		
Autres	14		
	15	132 648	132 027
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	16	52 482	58 966
Réseau de distribution de l'eau potable	17	31 056	33 190
Traitement des eaux usées	18	15 302	187
Réseaux d'égout	19	1	16 157
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	20		
Matières recyclables	21		
Autres	22		
Cours d'eau	23		
Protection de l'environnement	24		
Autres	25		
	26	98 841	108 500
Santé et bien-être			
Logement social	27		
Sécurité du revenu	28		
Autres	29		
	30		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	31		
Rénovation urbaine	32		
Promotion et développement économique	33		
Autres	34		
	35		
Loisirs et culture			
Activités récréatives	36	14 405	15 499
Activités culturelles			
Bibliothèques	37	7 517	6 845
Autres	38		
	39	21 922	22 344
Réseau d'électricité			
	40		
	41	341 415	358 369

EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT DU RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ À DES FINS FISCALES

Exercice terminé le 31 décembre 2019

Non audité	2019		2018
	Budget	Réalisations	Réalisations
Revenus			
Ventes d'électricité			
Domestique et agricole	1		
Générale et institutionnelle	2		
Industrielle	3		
Autres	4		
Autres revenus	5		
	6		
Charges			
Achat d'énergie	7		
Taxe sur le revenu brut	8		
Frais d'exploitation	9		
Autres frais	10		
Frais de financement	11		
Amortissement des immobilisations	12		
	13		
Partie imputée à la municipalité pour consommation d'électricité	14	() () ()	()
	15		
Excédent (déficit) de fonctionnement avant conciliation à des fins fiscales			
	16		
CONCILIATION À DES FINS FISCALES			
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Immobilisations			
Amortissement	17		
Produit de cession	18		
(Gain) perte sur cession	19		
Réduction de valeur	20		
	21		
Financement			
Financement à long terme des activités de fonctionnement	22		
Remboursement de la dette à long terme	23	() () ()	()
	24		
Affectations			
Activités d'investissement	25	() () ()	()
Excédent (déficit) accumulé			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	26		
Excédent de fonctionnement affecté	27		
Réserves financières et fonds réservés	28		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	29		
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	30		
	31		
	32		
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales			
	33		

RÉNUMÉRATION DES ÉLUS¹

Exercice terminé le 31 décembre 2019

Non audité

	Rémunération (excluant charges sociales)	Allocation de dépenses
Pierre Séguin	66 759	16 767
Mathieu Auclair	17 868	8 934
Karine Bérubé	17 868	8 934
Kim Comeau	17 868	8 934
Marc Deslauriers	17 868	8 934
Gabrielle Labbé	18 768	8 934
Nancy Pelletier	17 868	8 934

Note

1. Comprend la rémunération et les allocations de dépenses que chaque membre du conseil reçoit de la municipalité, d'un organisme mandataire de celle-ci ou d'un organisme supramunicipal (ex.: MRC, régie, organisme public de transport).

QUESTIONNAIRE

Exercice terminé le 31 décembre 2019

<i>Non audité</i>	OUI	NON	S.O.
1. Capital autorisé du fonds de roulement pour l'administration municipale au 31 décembre	1	800 000 \$	
2. L'organisme municipal applique-t-il les normes sur les paiements de transfert en suivant la position prescrite par le gouvernement du Québec selon la recommandation du MAMH?	2 <input type="checkbox"/>	3 <input checked="" type="checkbox"/>	4 <input type="checkbox"/>

Les questions 3 et 4 s'appliquent aux MRC et aux municipalités seulement

3. La MRC ou la municipalité a-t-elle perçu des droits en vertu de l'article 78.2 de la Loi sur les compétences municipales auprès des exploitants de carrières et de sablières?	5 <input type="checkbox"/>	6 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant total perçu en 2019	7		\$
4. La MRC ou la municipalité a-t-elle créé un fonds régional ou local réservé à la réfection et à l'entretien de certaines voies publiques en vertu de l'article 110.1 de la LCM pour recevoir les droits perçus en vertu de l'article 78.1 de la LCM auprès des exploitants de carrières et sablières?	8 <input type="checkbox"/>	9 <input checked="" type="checkbox"/>	
5. La municipalité a-t-elle adopté un règlement concernant les dispositions suivantes :			
a) le pouvoir d'imposer une contribution pour des fins de parcs et de terrains de jeux et la préservation d'espaces naturels en vertu du 3ème paragraphe du 2ème alinéa de l'article 117.1 LAU.	10 <input checked="" type="checkbox"/>	11 <input type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant total perçu en 2019	12	44 645 \$	
b) le pouvoir d'imposer des droits de mutation plus élevés à la partie de la valeur des transactions qui excède 500 000 \$ en vertu de l'article 2 de la Loi concernant les droits sur les mutations immobilières.	13 <input type="checkbox"/>	14 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant total perçu en 2019	15		\$
c) le pouvoir d'imposer sur son territoire toute taxe municipale en vertu des articles 500.1 à 500.5 LCV (1000.1 à 1000.5 CM).	16 <input type="checkbox"/>	17 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant total perçu en 2019	18		\$
d) le pouvoir d'imposer toute redevance pour contribuer au financement d'un régime de réglementation en vertu des articles 500.6 à 500.11 LCV (1000.6 à 1000.11 CM).	19 <input type="checkbox"/>	20 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant total perçu en 2019	21		\$

QUESTIONNAIRE (SUITE)

Exercice terminé le 31 décembre 2019

<i>Non audité</i>	OUI	NON
6. La municipalité a-t-elle compétence en matière d'évaluation foncière (article 5 LFM)?	22 <input checked="" type="checkbox"/>	23 <input type="checkbox"/>
Si oui, a-t-elle délégué l'exercice de sa compétence en matière d'évaluation à une MRC, à une autre municipalité ou à une communauté métropolitaine (article 195 LFM)?	24 <input type="checkbox"/>	25 <input checked="" type="checkbox"/>
Si oui, indiquer le nom des organismes parties à l'entente conclue à cet effet ainsi que la durée de l'entente :		
7. La municipalité a-t-elle perçu des contributions monétaires en vertu:		
a) du paragraphe 1 ^o du premier alinéa de l'article 145.21 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme auprès des requérants d'un permis de construction ou de lotissement ou d'un certificat d'autorisation ou d'occupation?	26 <input type="checkbox"/>	27 <input checked="" type="checkbox"/>
Si oui, indiquer le montant total perçu en 2019	28	\$
b) du paragraphe 2 ^o du premier alinéa de l'article 145.21 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme auprès des requérants d'un permis de construction ou de lotissement ou d'un certificat d'autorisation ou d'occupation?	29 <input type="checkbox"/>	30 <input checked="" type="checkbox"/>
Si oui, indiquer le montant total perçu en 2019	31	\$
8. La municipalité a-t-elle attribué des crédits de taxes ou d'autres formes d'aide financière en vertu des articles 92.1 à 92.7 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)?	32 <input checked="" type="checkbox"/>	33 <input type="checkbox"/>
Si oui, indiquer les montants attribués pour l'exercice :		
a) crédits de taxes	34	11 392 \$
b) autres formes d'aide	35	\$
9. Richesse foncière aux fins de la péréquation de 2019		
Valeur qui résulte de la capitalisation des revenus provenant de l'article 222 LFM selon le taux global de taxation réel non uniformisé de 2019	36	_____
Facteur comparatif de 2019	37	_____
Valeur uniformisée	38	_____

QUESTIONNAIRE (SUITE)

Exercice terminé le 31 décembre 2019

Non audité

10. Montant de l'aide financière reçue ou à recevoir en 2019 dans le cadre du *Volet entretien du réseau local (ERL)* du Programme d'aide à la voirie locale de la part du MTQ 39 _____ \$

Total des frais encourus admissibles au volet ERL :

- a) Dépenses de fonctionnement (excluant l'amortissement)
- Dépenses relatives à l'entretien d'hiver 40 _____ \$
 - Dépenses autres que pour l'entretien d'hiver 41 _____ \$
- b) Dépenses d'investissement 42 _____ \$
- c) Total des frais encourus admissibles 43 _____ \$
- d) Description des dépenses d'investissement :

s/o

- e) Si le total des frais encourus admissibles à la ligne 43 n'atteint pas 90 % de l'aide financière reçue ou à recevoir à la ligne 39, fournissez-en les justifications :

s/o

Numéro et date de la résolution par laquelle le conseil municipal atteste de la véracité des frais encourus et du fait qu'ils l'ont été sur des **routes locales de niveaux 1 et 2** :

- a) Numéro de la résolution 44 _____ s/o
- b) Date d'adoption de la résolution 45 _____

11. La municipalité a-t-elle adopté un plan de sécurité civile dans lequel sont consignées des mesures de préparation aux sinistres établies conformément aux dispositions du *Règlement sur les procédures d'alerte et de mobilisation et les moyens de secours minimaux pour protéger la sécurité des personnes et des biens en cas de sinistre?*

	OUI	NON
46	<input checked="" type="checkbox"/>	47 <input type="checkbox"/>

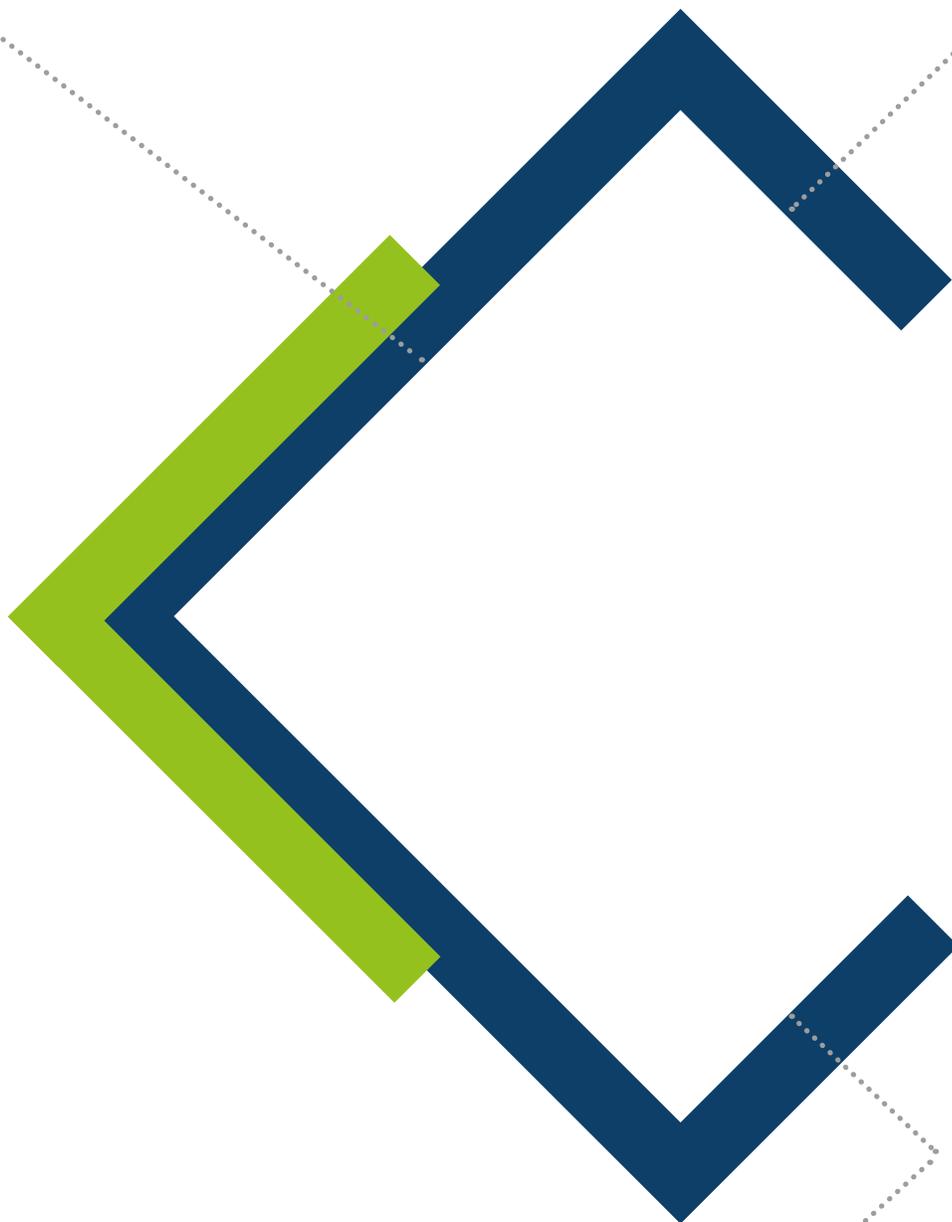
Si oui, indiquer le numéro et la date de la résolution par laquelle le conseil municipal a adopté un plan de sécurité civile conforme aux dispositions de ce règlement :

- a) Numéro de la résolution 48 _____ 11/07/259
- b) Date d'adoption de la résolution 49 _____ 2011-07-12

QUESTIONNAIRE (SUITE)

Exercice terminé le 31 décembre 2019

<i>Non audité</i>	OUI	NON
12. Règlement d'application de la Loi visant à favoriser la protection des personnes par la mise en place d'un encadrement concernant les chiens		
a) La municipalité a-t-elle adopté un règlement municipal plus sévère que le règlement du gouvernement du Québec?	50 <input type="checkbox"/>	51 <input type="checkbox"/>
b) Nombre de chiens enregistrés à la municipalité au 31 décembre 2019	52 _____	
c) Nombre de chiens potentiellement dangereux enregistrés à la municipalité au 31 décembre 2019	53 _____	
<i>Signalements de blessures infligées par un chien au cours de l'exercice</i>		
d) Nombre de signalements émis par un médecin vétérinaire (art. 2)	54 _____	
e) Nombre de signalements émis par un médecin (art. 3)	55 _____	
<i>Mesures d'encadrement</i>		
f) Nombre d'ordonnances émises par la municipalité au cours de l'exercice portant sur l'examen d'un chien par un médecin vétérinaire (art. 5)	56 _____	
g) Nombre de chiens déclarés potentiellement dangereux par la municipalité au cours de l'exercice :		
- à l'issu d'un examen effectué par un médecin vétérinaire (art. 8)	57 _____	
- à l'issu d'une blessure infligée à une personne ou un animal domestique (art. 9)	58 _____	
h) Nombre de chiens euthanasiés au cours de l'exercice à la suite d'un signalement d'une attaque causant (art. 10) :		
- la mort	59 _____	
- une blessure grave	60 _____	
i) Nombre de constats d'infraction émis par la municipalité au cours de l'exercice en vertu du règlement du gouvernement du Québec	61 _____	



EXERCICE TERMINÉ LE
31 DÉCEMBRE 2019

TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL

Nom : L'Île-Perrot
Code géographique : 71060
Type d'organisme municipal : Municipalité locale

TABLE DES MATIÈRES

TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL

Rapport de l'auditeur indépendant sur le taux global de taxation réel	3
Taux global de taxation réel.....	4

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL



À la trésorière de la Ville de L'Île-Perrot

Opinion

Nous avons effectué l'audit de l'état établissant le taux global de taxation réel de la Ville de L'Île-Perrot (ci-après la « ville ») pour l'exercice terminé le 31 décembre 2019 (ci après l'« état »).

À notre avis, l'état ci-joint a été préparé dans tous ses aspects significatifs, conformément aux dispositions de la section III du chapitre XVIII.1 de la Loi sur la fiscalité municipale (chapitre F-2.1) (ci-après les « exigences légales »).

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit de l'état » du présent rapport. Nous sommes indépendants de l'entité conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à notre audit de l'état au Canada et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Observations - Référentiel comptable

Nous attirons l'attention sur la section III du chapitre XVIII.1 de la Loi sur la fiscalité municipale (chapitre F-2.1) qui décrit le référentiel comptable appliqué. L'état a été préparé afin de permettre à la ville de répondre aux exigences de l'article 105 de la Loi sur les cités et villes (chapitre C-19). En conséquence, il est possible que l'état ne puisse se prêter à un usage autre. Notre opinion n'est pas modifiée à l'égard de ce point..

Responsabilité de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états financiers

La direction est responsable de la préparation de l'état conformément aux exigences légales, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'un état exempt d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de la ville.

Responsabilité de l'auditeur à l'égard de l'état

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que l'état est exempt d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce qu'elles, individuellement ou collectivement, puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs de l'état prennent en se fondant sur celui-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- Nous identifions et évaluons les risques que l'état comporte des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en oeuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;
- Nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la ville;
- Nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, le cas échéant, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit. ¹

Goudreau Poirier inc.

1 Par CPA auditrice, CA, permis de comptabilité publique no. A107797

Vaudreuil-Dorion, le 25 mars 2020

TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL

Exercice terminé le 31 décembre 2019

REVENUS ADMISSIBLES

Revenus de taxes	1	15 520 878
Total des crédits et dégrèvements relatifs uniquement aux taxes foncières, pris en compte dans les revenus de taxes	2	<u>11 392</u>

Ajouter

Revenus de taxes de l'exercice 2019 provisionnés pour contestations d'évaluation foncière	3	18 504
Crédits en vertu de l'article 92.1 de la Loi sur les compétences municipales	4	11 392

Déduire

Taxes d'affaires	5	
Taxes foncières imposées en vertu du 1 ^{er} alinéa de l'article 208 LFM	6	
Différence que l'on obtient en soustrayant du total des taxes sur les immeubles non résidentiels et industriels, le montant des revenus en application du taux de base	7	1 431 831
Taxes aux fins du financement des centres d'urgence 9-1-1	8	57 373
Autres taxes non reconnues en vertu de la réglementation	9	<u> </u>
Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation réel	10	<u>14 061 570</u>

ÉVALUATION DES IMMEUBLES IMPOSABLES

Évaluation des immeubles imposables au 1 ^{er} janvier 2019 en tenant compte de toutes modifications et mises à jour qui ont un effet à cette date	11	1 244 603 500
Évaluation des immeubles imposables au 31 décembre 2019 en tenant compte de toutes modifications et mises à jour qui ont un effet à cette date	12	<u>1 269 016 400</u>
Évaluation des immeubles imposables aux fins du calcul du taux global de taxation réel (Somme des lignes 11 et 12, le tout divisé par 2)	13	<u>1 256 809 950</u>

TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL DE 2019

(Ligne 10 ÷ ligne 13 x 100)

14 , / 100 \$



POUR L'EXERCICE SE TERMINANT
LE 31 DÉCEMBRE 2020

DONNÉES PRÉVISIONNELLES NON AUDITÉES

Nom : L'Île-Perrot
Code géographique : 71060
Type d'organisme municipal : Municipalité locale

TABLE DES MATIÈRES

DONNÉES PRÉVISIONNELLES NON AUDITÉES POUR L'EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2020

Revenus de taxes	3
Revenus de compensations tenant lieu de taxes	4
Calcul de certains revenus de taxes	5
Taux de taxes	7
Taux global de taxation prévisionnel	8
Répartition des revenus de taxes par catégories d'immeubles	9
Questionnaire	11

DONNÉES PRÉVISIONNELLES - REVENU DE TAXES

Exercice terminé le 31 décembre 2020

Non audité

TAXES

SUR LA VALEUR FONCIÈRE

Taxes générales

Taxe foncière générale	1	12 121 705
------------------------	---	------------

Taxes spéciales

Service de la dette
 2 | |

Activités de fonctionnement
 3 | |

Activités d'investissement
 4 | |

Taxes de secteur

Taxes spéciales

Service de la dette
 5 | |

Activités de fonctionnement
 6 | |

Activités d'investissement
 7 | |

Autres
 8 | |

	9	12 121 705
--	---	------------

SUR UNE AUTRE BASE

Taxes, compensations et tarification

Services municipaux

Eau	10	1 458 839
-----	----	-----------

Égout	11	884 113
-------	----	---------

Traitement des eaux usées	12	
---------------------------	----	--

Matières résiduelles	13	1 303 922
----------------------	----	-----------

Autres

- Réserve eau & voirie	14	297 950
------------------------	----	---------

-	15	
---	----	--

-	16	
---	----	--

Centres d'urgence 9-1-1	17	56 736
-------------------------	----	--------

Service de la dette	18	55 480
---------------------	----	--------

Pouvoir général de taxation
 19 | |

Activités de fonctionnement
 20 | |

Activités d'investissement
 21 | |

	22	4 057 040
--	----	-----------

Taxes d'affaires

Sur l'ensemble de la valeur locative
 23 | |

Autres
 24 | |

	25	
--	----	--

	26	4 057 040
--	----	-----------

	27	16 178 745
--	----	------------

DONNÉES PRÉVISIONNELLES

REVENUS DE COMPENSATION TENANT LIEU DE TAXES

Exercice terminé le 31 décembre 2020

Non audité

COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES

GOVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES

Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement

Taxes sur la valeur foncière	1	17 623
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	2	350
Taxes d'affaires	3	
Compensations pour les terres publiques	4	
	5	17 973

Immeubles des réseaux

Santé et services sociaux	6	56 494
Cégeps et universités	7	19 995
Écoles primaires et secondaires	8	121 892
	9	198 381

Autres immeubles

Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux		
Taxes sur la valeur foncière	10	
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	11	
Taxes d'affaires	12	
	13	
	14	216 354

GOVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES

Taxes sur la valeur foncière	15	
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	16	
Taxes d'affaires	17	
	18	

ORGANISMES MUNICIPAUX

Taxes sur la valeur foncière	19	
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	20	
	21	

AUTRES

Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	22	
Autres	23	
	24	
	25	216 354

DONNÉES PRÉVISIONNELLES

CALCUL DE CERTAINS REVENUS DU TAXES(SUITE)

Exercice terminé le 31 décembre 2020

Non audité	Assiette d'application imposable	Taux adopté	Revenus bruts	Crédits/Dégrèvements	Dotation à la provision	Autres ajustements	Revenus nets
Taxes sur la valeur foncière							
Taxes générales							
Taxes spéciales							
Activités de fonctionnement (taux unique)	1	X 2	/100\$ 3				
Activités de fonctionnement (taux variés)	4	X 5	/100\$ 6				
Résiduelle (résidentielle et autres)	7	X 8	/100\$ 9				
Immeubles de 6 logements ou plus	10	X 11	/100\$ 12				
Immeubles non résidentiels	13	X 14	/100\$ 15				
Immeubles industriels	16	X 17	/100\$ 18				
Terrains vagues desservis	19	X 20	/100\$ 21				
Immeubles non résidentiels	22	X 23	/100\$ 24				
Autres							
Immeubles agricoles							
Total			25	26 ()	27 ()	28	29
Taxes spéciales							
Activités d'investissement (taux unique)	30	X 31	/100\$ 32				
Activités d'investissement (taux variés)	33	X 34	/100\$ 35				
Résiduelle (résidentielle et autres)	36	X 37	/100\$ 38				
Immeubles de 6 logements ou plus	39	X 40	/100\$ 41				
Immeubles non résidentiels	42	X 43	/100\$ 44				
Immeubles industriels	45	X 46	/100\$ 47				
Terrains vagues desservis	48	X 49	/100\$ 50				
Immeubles non résidentiels	51	X 52	/100\$ 53				
Autres							
Immeubles agricoles							
Total			54	55 ()	56 ()	57	58
Valeur locative imposable							
Taxe d'affaires sur la valeur locative	59	X 60	% 61	62 ()	63 ()	64	65

DONNÉES PRÉVISIONNELLES - TAUX DE TAXES

Exercice terminé le 31 décembre 2020

Non audité

Compensations et tarification pour services municipaux résidentiels

(montant fixe)

	Par unité de logement
Eau	1 2 | 4 | 9 | , | 0 | 0 | \$
Égout	2 1 | 5 | 7 | , | 0 | 0 | \$
Eau et égout	3 [ ] | [ ] | [ ] | , | [ ] | [ ] | \$
Traitement des eaux usées	4 [ ] | [ ] | [ ] | , | [ ] | [ ] | \$
Matières résiduelles	5 2 | 5 | 2 | , | 0 | 0 | \$

Autres taxes et compensations, et autres modes de tarification

Description	Taux	Code ¹	Préciser
Réserve eau & voirie	100,0000	4	unité commerciale
Réserve eau & voirie	50,0000	4	logement résidentiel
Réserve eau & voirie	50,0000	4	unité de terrain vague
Répartitions locales au mètre carré		2	plusieurs taux
Répartitions locales au mètre linéaire		5	plusieurs taux

1. Code : 1 - du 100 \$ d'évaluation
 2 - du mètre carré
 3 - du mètre linéaire
 4 - tarif fixe (compensation)

5 - du 1 000 litres
 6 - % de la valeur locative
 7 - autres (préciser)

DONNÉES PRÉVISIONNELLES**TAUX GLOBAL DE TAXATION PRÉVISIONNEL**

Exercice terminé le 31 décembre 2020

*Non audité***REVENUS ADMISSIBLES**

Revenus de taxes	1	16 178 745
Total des crédits et dégrèvements relatifs uniquement aux taxes foncières, pris en compte dans les revenus de taxes	2	_____

Ajouter

Revenus de taxes de l'exercice 2020 provisionnés pour contestations d'évaluation foncière	3	
Crédits en vertu de l'article 92.1 de la Loi sur les compétences municipales	4	

Déduire

Taxes d'affaires	5	
Taxes foncières imposées en vertu du 1 ^{er} alinéa de l'article 208 LFM	6	
Différence que l'on obtient en soustrayant du total des taxes sur les immeubles non résidentiels et industriels, le montant des revenus en application du taux de base	7	1 436 764
Taxes aux fins du financement des centres d'urgence 9-1-1	8	56 736
Autres taxes non reconnues en vertu de la réglementation	9	_____
Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation prévisionnel	10	14 685 245

**ÉVALUATION DES IMMEUBLES IMPOSABLES AYANT SERVI
À ÉTABLIR LES REVENUS DE LA TAXES FONCIÈRE GÉNÉRALE**11 1 281 387 795**TAUX GLOBAL DE TAXATION PRÉVISIONNEL DE 2020**

(Ligne 10 ÷ ligne 11 x 100)

12

		1
--	--	---

 ,

1	4	6	0
---	---	---	---

 /100 \$

DONNÉES PRÉVISIONNELLES

RÉPARTITION DES REVENUS DE TAXES PAR CATÉGORIES D'IMMEUBLES

Exercice terminé le 31 décembre 2020

Non audité		Immeubles non résidentiels	Immeubles industriels	Terrains vagues desservis		6 logements ou plus	Immeubles agricoles
				Immeubles non résidentiels	Autres		
Taxes sur la valeur foncière							
	1	2 464 338			196 231	916 717	
	2						
	3						
Taxes sur une autre base							
Taxes, compensations et tarification							
	4						
	5	370 363			5 000	459 492	
Taxes d'affaires							
	6						
	7						
	8	2 834 701			201 231	1 376 209	

DONNÉES PRÉVISIONNELLES**RÉPARTITION DES REVENUS DE TAXES PAR CATÉGORIES D'IMMEUBLES (SUITE)**

Exercice terminé le 31 décembre 2020

Non audité	Résiduelle			Total
	Résidentielles	Agriculture Résidences	Autres	
Taxes sur la valeur foncière				12 121 705
Générales	9 8 544 419			
De secteur	10			
Autres	11			
Taxes sur une autre base				55 480
Taxes, compensations et tarification	12 55 480			
Service de la dette	13 3 109 969			3 944 824
Autres				
Taxes d'affaires				
Sur la valeur locative	14			
Autres	15			
	16 11 709 868			16 122 009

DONNÉES PRÉVISIONNELLES - QUESTIONNAIRE

Exercice terminé le 31 décembre 2020

Non audité	OUI	NON	S.O.
1. La municipalité applique-t-elle, pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2020, les mesures fiscales suivantes?			
a) Régime d'impôt foncier à taux variés en vertu de l'article 244.29 LFM			
- Pour la taxe foncière générale	1 <input checked="" type="checkbox"/>	2 <input type="checkbox"/>	
- Pour une ou des taxes spéciales en vertu des articles 979.1 et 979.2 du CM ou des articles 487.1 et 487.2 de la LCV	3 <input type="checkbox"/>	4 <input checked="" type="checkbox"/>	5 <input type="checkbox"/>
b) Une ou des sous-catégories d'immeubles dans la catégorie des immeubles non résidentiels en vertu des articles 244.64.1 à 244.64.8 LFM	6 <input type="checkbox"/>	7 <input checked="" type="checkbox"/>	8 <input type="checkbox"/>
- Décrire chaque sous-catégorie avec son assiette d'application imposable et son taux adopté.			
c) Des taux de taxes foncières distincts aux immeubles non résidentiels et / ou aux immeubles industriels en fonction de l'évaluation foncière en vertu de l'article 244.64.9 LFM	9 <input type="checkbox"/>	10 <input checked="" type="checkbox"/>	11 <input type="checkbox"/>
- Pour chaque catégorie et sous-catégorie, décrire chaque tranche d'imposition distincte avec son assiette d'application imposable et son taux adopté.			
d) Étalement de la variation de valeur des unités admissibles en vertu des articles 253.27 à 253.35 LFM			
- Pour l'ensemble des immeubles imposables et compensables	12 <input type="checkbox"/>	13 <input checked="" type="checkbox"/>	14 <input type="checkbox"/>
- Pour les immeubles non résidentiels imposables et compensables seulement (incluant les immeubles industriels)	15 <input type="checkbox"/>	16 <input checked="" type="checkbox"/>	17 <input type="checkbox"/>
- Pour les immeubles imposables et compensables autres que non résidentiels et industriels	18 <input type="checkbox"/>	19 <input checked="" type="checkbox"/>	20 <input type="checkbox"/>
2. La municipalité applique-t-elle, pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2020, la mesure de diversification transitoire des taux de certaines taxes foncières (art. 253.54 à 253.62 LFM)?	21 <input type="checkbox"/>	22 <input checked="" type="checkbox"/>	
3. La municipalité recevra-t-elle du MAPAQ des remboursements de taxes de 2020 pour des exploitations agricoles enregistrées?	23 <input type="checkbox"/>	24 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant.	25 _____		\$
4. Richesse foncière - Évaluation équivalente découlant de la capitalisation des revenus provenant de l'application de l'article 222 LFM (utilisée au calcul de la richesse foncière uniformisée de l'année suivante)	26 _____		\$
5. Date d'adoption du budget par le conseil	27	2019-12-10	

DONNÉES PRÉVISIONNELLES - QUESTIONNAIRE (SUITE)

Exercice terminé le 31 décembre 2020

Non audité

6. Total des charges prévues au budget (incluant l'amortissement)	28	20 515 941 \$
7. Remboursement de la dette à long terme prévu au budget	29	982 000 \$
8. Frais de financement - Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge de l'organisme municipal, prévus au budget	30	307 551 \$
9. Affectation de l'excédent de fonctionnement non affecté prévue au budget	31	314 725 \$

QUESTIONNAIRE ADMINISTRIF

Exercice terminé le 31 décembre 2019

Non audité	OUI	NON	S.O.
1. Est-ce que le rapport financier est consolidé?			
Un rapport financier consolidé comprend la consolidation ligne par ligne des organismes contrôlés et des partenariats. S'il n'y a pas de consolidation ligne par ligne mais uniquement la comptabilisation d'entreprises municipales ou de partenariats commerciaux selon la méthode modifiée de comptabilisation à la valeur de consolidation, cochez « Non ».	1 <input type="checkbox"/>	2 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, présentez-vous le budget consolidé?	3 <input type="checkbox"/>	4 <input checked="" type="checkbox"/>	
2. La présentation du budget étant facultative aux pages S27 et S28 du rapport financier, et aux pages S39 et S41 (si applicable) des autres renseignements financiers non audités, est-ce que l'organisme municipal souhaite y présenter le budget?	5 <input checked="" type="checkbox"/>	6 <input type="checkbox"/>	
3. Bien que les normes sur les instruments financiers du secteur public soient applicables aux organismes municipaux à compter de 2022 seulement, un organisme peut choisir de les appliquer de façon anticipée. Est-ce que l'organisme applique ces normes de façon anticipée?	7 <input type="checkbox"/>	8 <input checked="" type="checkbox"/>	
Les questions 4 à 6 s'appliquent aux MRC et aux municipalités exerçant certaines compétences de MRC seulement. Pour tout autre organisme, veuillez inscrire S.O.			
4. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local d'investissement (FLI)?	9 <input type="checkbox"/>	10 <input type="checkbox"/>	11 <input checked="" type="checkbox"/>
5. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local de solidarité (FLS)?	12 <input type="checkbox"/>	13 <input type="checkbox"/>	14 <input checked="" type="checkbox"/>
6. La MRC ou la municipalité a-t-elle signé avec le MERN une entente de délégation de la gestion foncière et de la gestion de l'exploitation du sable et du gravier sur les terres du domaine de l'État?	15 <input type="checkbox"/>	16 <input type="checkbox"/>	17 <input checked="" type="checkbox"/>
La question 7 s'applique aux municipalités de 100 000 et plus, aux sociétés de transport en commun, ainsi qu'aux régies intermunicipales concernées. Pour tout autre organisme, veuillez inscrire S.O.			
7. Le vérificateur général émet-il un rapport d'audit sur le rapport financier?	18 <input type="checkbox"/>	19 <input type="checkbox"/>	20 <input checked="" type="checkbox"/>
Si oui, émet-il un rapport conjoint avec l'auditeur indépendant?	21 <input type="checkbox"/>	22 <input type="checkbox"/>	

ATTESTATION DE TRANSMISSION ET DE CONSENTEMENT À LA DIFFUSION

Je , Danielle Rioux , atteste que le rapport financier de L'Île-Perrot pour l'exercice terminé le 31 décembre 2019, transmis de façon électronique au ministère des Affaires municipales et de l'Habitation, a été déposé à la séance du conseil du 2020-04-14.

Je certifie que les informations, les rapports d'audit et l'attestation du trésorier ou secrétaire-trésorier transmis de façon électronique au même Ministère sont conformes à ceux déposés lors de la séance du conseil, le cas échéant, et que les copies originales signées de ces rapports et de l'attestation sont détenues par L'Île-Perrot.

Cette transmission est effectuée conformément à la procédure établie par le Ministère.

Je confirme que L'Île-Perrot consent à la diffusion intégrale par le ministre du rapport financier, des rapports d'audit et de tout autre document, tels que transmis, pour une durée illimitée et de la manière jugée appropriée par le ministre.

Afin de permettre la diffusion intégrale de ces rapports et documents par le ministre, je confirme également que L'Île-Perrot détient les autorisations nécessaires, notamment celle(s) de l'auditeur (des auditeurs) obtenue(s) selon les modalités prévues dans la mission d'audit.

Je confirme qu'en appuyant sur le bouton « Attester », je manifeste mon consentement au même titre qu'une signature manuscrite.

Date et heure de la dernière modification : 2020-03-26 15:09:46

Date de transmission au Ministère :

